



M 01139 - 362 - F - 3,00 € - RD

**AFGHANISTAN**  
L'ARMÉE AFGHANE  
SUR LA VOIE  
DE L'AUTONOMIE

**CÔTE-D'IVOIRE**  
DÉPOLLUTION  
D'ABIDJAN  
APRÈS LA BATAILLE

**DOSSIER : L'OUTRE-MER ET LA DÉFENSE**



## FORCES EN ACTION

- 4** L'armée afghane sur la voie de l'autonomie
- 10** Côte-d'Ivoire : dépollution d'Abidjan après la bataille
- 16** Awacs : surveillance en haute altitude
- 20** Les Opex en bref
- 22** Portrait : le quatrième homme

## MODERNISATION

- 24** Un centre unique de gestion des munitions

## FOCUS DÉFENSE

- 26** Bathélico : missions tous azimuts
- 30** Salon du Bourget : une vitrine internationale pour la Défense
- 32** Afghanistan : soutien psychologique pour les familles
- 34** 1811-2011 : les pompiers de Paris contre le feu
- 36** L'EMIA, cinquante ans et une distinction
- 40** Des magistrats en stage dans un centre d'entraînement
- 42** Flandres, exercice franco-britannique sans précédent
- 44** Repères

## DOSSIER

- 46** L'outre-mer et la Défense
- 48** Les forces de souveraineté, un outil stratégique
- 52** Les combattants d'outre-mer à l'honneur
- 56** SMA : enseigner le savoir-être et le savoir-faire
- 59** Interview du général Artur commandant du SMA
- 60** Narcotrafic : la Marine contre la poudre blanche
- 63** Kourou : le site spatial guyanais sous bonne garde

## KIOSQUE

- 66** Sélection

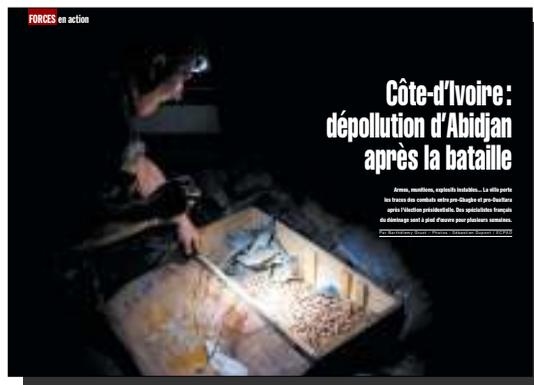


4

## FORCES EN ACTION

## L'armée afghane sur la voie de l'autonomie

La 3<sup>e</sup> brigade mécanisée afghane multiplie les opérations dans le district de Surobi, accompagnée de ses mentors français.



10

## FORCES EN ACTION

## Démontage d'Abidjan

Armes, munitions, explosifs instables... La ville porte les traces des combats entre pro-Gbagbo et pro-Quattara après l'élection présidentielle. Des spécialistes français du déminage sont à pied d'œuvre pour plusieurs semaines.



46

## DOSSIER

## L'Outre-mer et la Défense

La communauté ultramarine française est à l'honneur cette année en métropole. Armées d'aujourd'hui vous donne un éclairage sur l'apport des outre-mer à la défense de la Nation et de la Nation à ses îles éloignées.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Laurent Teisseire. **Directeur de la rédaction** : colonel (terre) Benoît Trochu. **Rédacteur en chef** : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. **Rédacteur en chef adjoint** : capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (01 44 42 48 01). **Conception graphique** : Olivier Spadaccini. **Secrétariat de rédaction** : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. **Chef des reportages** : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), aspirant (marine) Barthélemy Gruot (45 83), Paul Hessenbruch (55 05), Aude Le Calvé (33 18), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29). **Prestations intellectuelles** : Thomas Pouty, Clémentine Lerat (Article Cenzub-Rouge Vif). **Service photo** : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98), CCH (terre) Christophe Fiard (48 40). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin. **Directeur de fabrication** : Serge Couplier (01 44 42 32 42). **Photogravure** : Open Graphic Media. **Impression et mise en page** : Circleprinters. **Routage** : CRP. Commission paritaire n°0211 B05686. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

**Contact publicité (ECPAD)** : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr

**Abonnés (ECPAD)** : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr

**Diffusion** : 01 44 42 32 42 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. Photo de couverture : M. Klein / armée de terre

# ARMÉES D'AUJOURD'HUI

**FORCES** en action





# L'armée afghane sur la voie de l'autonomie

**La 3<sup>e</sup> brigade mécanisée afghane multiplie les opérations dans le district de Surobi, accompagnée de ses mentors français. Des missions qui ont valeur de tests alors que la sécurité de cette zone pourrait bientôt revenir à la police et à l'armée afghanes.**

Par Cynthia Glock – Photos : Jean-Jacques Chatard / Dicod



« Les soldats afghans ressentent presque instinctivement si une menace plane. »

**Les militaires afghans et français, qui n'étaient pas venus dans cette partie de la vallée d'Uzbeen depuis plusieurs semaines, s'apprêtent à inspecter le village de Gaz e Sufia. Ils y rencontrent des policiers afghans déjà à pied d'œuvre (ci-contre).**





« Surobi, 5 km », indique un panneau sur le bord de la route qui longe le lac de Naghlu, 70 kilomètres à l'est de Kaboul. Une dizaine de véhicules de l'armée nationale afghane (ANA) vient de quitter le camp de la compagnie d'artillerie du kandak (bataillon) 32. Il est 5 heures du matin. Trois véhicules de l'avant blindé (VAB) leur emboîtent le pas, emmenant les huit conseillers militaires français de l'*operational mentoring and liaison team* (OMLT) qui vivent et travaillent auprès des militaires afghans. Les troupes vont patrouiller le long de la Highway 7, voie rapide qu'empruntent chaque jour des centaines de camions de marchandises entre Kaboul et le Pakistan. « *Sécuriser cet axe est très important pour notre gouvernement*, explique le capitaine Sha Marad, commandant d'unité afghan. *C'est une artère vitale pour l'économie du pays, que les insurgés tentent régulièrement d'attaquer.* » L'ANA se souvient encore de cette journée de fin avril où ses soldats ont été pris à partie pendant dix heures. « *Grâce à notre ténacité et au solide appui des Français, il n'y a pas eu de morts de notre côté*, poursuit le capitaine qui ajoute : *les insurgés ne sont pas prêts de revenir.* » Perchés sur leurs pick-ups aux couleurs du drapeau afghan, la moitié des soldats ne porte ni gilet pare-balles ni casque. « *Ils ne craignent pas le danger aujourd'hui* », constate le lieutenant B., mentor français du capitaine Sha Marad. Au contact de la population de Surobi depuis le déploiement du kandak 32 fin 2010, « *ils ressentent presque instinctivement si une menace plane* ».

### « A toi l'honneur ! »

La 3<sup>e</sup> brigade conduit aujourd'hui sa plus importante opération en vallée d'Uzbeen : le kandak 32 opère à fond de vallée tandis que le kandak 36 a été héliporté sur les hauteurs. Le groupement tactique interarmes (GTIA) Surobi est en appui. Il est maintenant près de 8 heures. Le soleil est déjà haut et la circulation très dense. Quatre soldats ont reçu l'ordre de grimper sur les collines bordant la route. Ayant scruté les alentours, ils tirent une rafale de leurs fusils d'assaut. « *C'est pour prévenir que la zone leur semble claire*, explique le lieutenant B. *Et pour signifier aux insurgés qui s'aventureraient dans les parages qu'ils sont prêts à les recevoir.* » En contrebas, des camions pakistanais, tous plus chargés les uns que les autres, défilent à toute allure. Habités à la présence des soldats, ils ralentissent à peine en passant à proximité de leurs véhicules. La matinée semble calme, les Français en profitent pour faire effectuer les derniers contrôles du matériel. Un adjudant ■■■



« Notre mission n'est pas d'imposer nos standards, mais de répondre présent quand les Afghans en ont besoin. »

**Dans une maison du village, le capitaine afghan a trouvé des munitions, ainsi que du fil et des explosifs.**

**Ci-dessous : Soldats afghans avec leur mentor français préparent le désengagement des unités de l'opération.**





■ ■ ■ s'approche d'un pick-up posté sur le bas-côté. « *Nous allons vérifier que la mitrailleuse est bien paramétrée* », explique-t-il au tireur par le biais de l'interprète. A quelques mètres de là, le capitaine Sha Marad, qui vient d'installer un mortier de 82 mm pour simuler une mise en batterie rapide, hèle son mentor. « *A toi l'honneur!* ». Le lieutenant B. décline l'offre. « *Je te laisse faire. Surtout, organise la manœuvre en déléguant bien à tes gars!* » En retrait, il confie que « *le kandak 32 est le plus jeune bataillon de la 3<sup>e</sup> brigade. Ils ont terminé leurs classes il y a quelques mois seulement.* »

Plus loin au nord, une compagnie d'infanterie du même kandak chemine sur les flancs de l'Hindu Kush, au fond de la vallée d'Uzbeen. Vingt véhicules, dont trois VAB, gravissent prudemment les pistes qui serpentent à plus de 2 000 mètres d'altitude. Le village de Gaz e Sufla vers lequel ils se dirigent compte 1 500 âmes. « *Des groupes d'insurgés sont encore présents dans la zone, estime le capitaine afghan Abdul Wajeed. Nous allons isoler le périmètre pour fouiller plusieurs habitations suspectes.* » Cette opération est la plus importante que l'ANA ait initiée dans cette zone, où ni Afghans ni Français ne se sont rendus depuis plusieurs semaines. En appui des Afghans, la « bulle de protection » : les drones et les hélicoptères de la coalition, ainsi qu'une compagnie du GTIA Surobi postée dans la vallée. « *La situation sécuritaire est plutôt calme mais on n'est jamais trop prudent* », affirme le capitaine C., chef de l'OMLT.

### Présence d'insurgés

A l'entrée de Gaz e Sufla, les fantassins retrouvent une soixantaine de policiers afghans qui a déjà pénétré dans le village. Le capitaine C. rejoint son homologue, en plein dialogue avec les policiers. Policiers et militaires afghans opèrent chacun dans une partie du village. Situé au milieu de champs de pavot et de blé, le village se compose d'habitations en terre séchée aux murs très hauts. Au passage des militaires, les quelques habitants qui marchent dans les ruelles s'écartent, mi-curieux, mi-inquiets. A un coin, le commandant d'unité afghan arrache un grand drapeau blanc. « *La marque des taliban* », lâche-t-il, impassible. Originaire du Panshir, cet officier tadjik de 40 ans lutte depuis longtemps contre les talibans. Il a fait ses armes aux côtés du commandant Massoud. Il a rejoint les rangs de l'ANA juste après sa création. Il tourne et retourne le morceau de tissu dans ses mains, puis le tend à son adjoint, qui le fourre dans une poche. Alors que la compagnie et son OMLT investissent une habitation, la radio crache un message.

« *Présence d'insurgés vers le village voisin de Gaz e Oulia.* » D'après les renseignements croisés fournis par les drones et la compagnie afghane postée sur les hauteurs alentour, « *ils essaient d'approcher notre dispositif et pourraient tenter une infiltration ou une attaque au moment du désengagement* ». Les insurgés sont rapidement arrêtés par les appuis.

### Des munitions et une bombe russe

A la limite sud du village, l'habitation d'un agriculteur. A côté du puits jouxtant les plantations de pavot, un local fermé par une chaîne attire l'attention des Afghans. Le local est inspecté mais il n'y a rien de suspect. Soudain, l'adjoint du capitaine afghan le rejoint et lui souffle quelque chose à l'oreille. Tournant les talons, le capitaine indique à ses hommes de retourner au centre du village...

C'est une grande maison, dont la porte richement décorée détonne avec les habitations voisines, que l'officier, visage fermé, a en ligne de mire. « *Nous sommes déjà passés devant plusieurs fois, remarque le capitaine français. Son intuition a dû être confirmée par les renseignements reçus de son adjoint.* » Après être entré, le capitaine Abdul Wajeed ne tarde pas à trouver au fond d'une pièce une roquette de fabrication chinoise. Ses yeux s'animent. La prise ne s'arrête pas là : Afghans et Français tombent sur des munitions de petit calibre, un seau rempli de poudre explosive, des fils électriques, des grenades... et une bombe d'aviation russe enfouie dans le jardin. « *120 cm de long sur 35 de large* », note un sergent de l'OMLT, qui gratte la terre autour du cylindre d'acier. « *Difficile de dire depuis combien de temps elle est là et si elle est dangereuse.* » Finalement, des spécialistes de la dépollution du GTIA sont appelés en renfort. Ayant constaté que la bombe est vide, ils proposent de détruire toutes les munitions sur place. Le capitaine Abdul Wajeed acquiesce, puis se tourne vers son mentor pour préparer la manœuvre de désengagement. Le Français déplie une carte, l'Afghan observe l'horizon à l'œil nu. Ensemble, ils tracent sur le sol de terre le trajet retour. « *Nos méthodes diffèrent souvent, conclut le capitaine C. Mais c'est à nous de nous adapter à leur expérience et leur culture. Notre mission n'est pas de leur imposer nos standards, mais de les accompagner et de répondre présent quand ils en ont besoin.* »

Le district de Surobi, où les Français opèrent depuis 2008 pour contribuer à rétablir la sécurité, pourrait être inscrit au processus de transition, la responsabilité de la sécurité serait alors transférée aux policiers et militaires afghans. ■



# Côte-d'Ivoire : dépollution d'Abidjan après la bataille

**Armes, munitions, explosifs instables... La ville porte les traces des combats entre pro-Gbagbo et pro-Ouattara après l'élection présidentielle. Des spécialistes français du déminage sont à pied d'œuvre pour plusieurs semaines.**

---

Par Barthélemy Guot – Photos : Sébastien Dupont / ECPAD

---







« Il faut agir vite avant que la végétation ne reprenne le dessus et ne dissimule les munitions au regard. »

**Ci-contre :**  
Après avoir fouillé et « nettoyé » les abords d'une résidence, les hommes du Génie travaillent à l'intérieur du bâtiment. Des munitions de toute sorte seront découvertes dans plusieurs pièces.

**Ci-dessous à gauche :**  
Un EOD s'apprête à sectionner une grenade enfouie dans un jardin de la résidence.

**Ci-dessous à droite :**  
Découverte d'une roquette antichar de type RPG-7.



**T**rois coups de klaxon résonnent sur la lagune d'Abidjan, signe qu'il faut se mettre à couvert. « *Trois, deux, un...* » L'explosion retentit. Les équipes Nedex (neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs) sont à l'action. Les hommes du 31<sup>e</sup> Régiment du génie (31<sup>e</sup> RG) de Castelsarrasin et du 13<sup>e</sup> RG de Valdahon de spécialité EOD (élément opérationnel de dépollution et de déminage) se livrent à leur travail de fourmi quotidien : dépolluer les zones qui ont été le théâtre d'affrontements durant la crise ivoirienne de toutes les munitions abandonnées ou non explosées. Aujourd'hui, c'est une résidence ayant servi de refuge aux forces de Laurent Gbagbo. Les lieux sont vides depuis plusieurs semaines. Entre des carcasses de voitures, des munitions jonchent le sol : grenades, cartouches, douilles, roquettes... Ces forces interviennent à la demande des autorités locales. « *Dès la fin de la crise, mi-avril, la capacité d'intervention Nedex en vue d'assurer la dépollution d'Abidjan a été mise sur pied*, explique le capitaine P. *Nous avons deux équipes, composées chacune de deux sous-officiers EOD4 – le niveau le plus élevé – et de deux auxiliaires militaires du rang.* » Il faut agir vite, particulièrement sur les anciennes zones de combat, avant que la végétation ne reprenne le dessus et dissimule les munitions au regard. Les équipes interviennent en priorité sur les sites civils. Un numéro d'appel a été diffusé auprès de la population. Les Nedex se sont déjà rendus dans 14 écoles et dans plusieurs villages. « *La plupart du temps, c'est le champ de bataille après la bataille*, poursuit le capitaine P. *On trouve des munitions abandonnées, certaines neuves, d'autres tirées, mais aussi brûlées. Celles-ci, les plus instables, présentent un vrai danger.* » Sur les gros chantiers, les EOD travaillent avec un détachement de 16 sapeurs qui ratissent la zone à la recherche de munitions, qu'ils « traitent » eux-mêmes si elles sont jugées inoffensives. Dès qu'il y a risque, ils marquent l'endroit avec un drapeau et les EOD prennent le relais.

### Véhicules suspects

Non loin des bâtiments de la résidence, l'adjudant-chef G. découvre une grenade dans l'herbe. « *Le percuteur a frappé l'amorce mais la charge n'a pas explosé. Je vais sectionner l'allumeur en deçà du percuteur*, explique-t-il. *Une grenade comme celle-ci est mortelle jusqu'à 80 mètres. Il suffit de la bouger de quelques centimètres pour que ça pète !* » Le canon de sectionnement en place, la ligne de tir est installée. Les hommes se placent à l'abri derrière un véhicule de l'avant blindé (VAB). Une charge électrique va ■■■

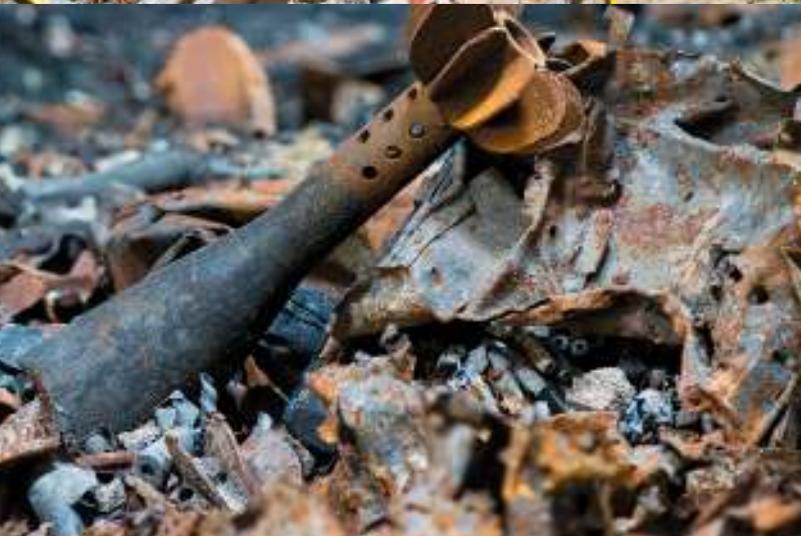


« Les munitions instables sont détruites dans une carrière à plusieurs dizaines de kilomètres d'ici. »

**Ci-contre :** Cartouches soigneusement conditionnées, armes, munitions à demi explosées, les experts ont à traiter un vaste échantillon d'explosifs présentant des dangers divers.

**Ci-dessous :** Le coffre des voitures abandonnées est ouvert le plus « proprement » possible avec de petites charges. Il n'est pas rare d'y trouver des armes ou des munitions.





■ ■ ■ déclencher le percuteur au bout duquel un burin va venir couper la grenade. Après avoir respecté la procédure de sécurité (trois coups de klaxon), un bruit sourd parvient jusqu'au VAB. La grenade est coupée en deux parties. Un autre groupe se prépare à ouvrir un coffre de voiture. « Nous plaçons une petite charge au niveau de la serrure pour la faire sauter et vérifier qu'il n'y ait pas de munitions à l'intérieur. Un ferrailleur pourra ensuite récupérer la voiture », explique l'adjudant L. La manœuvre s'effectue à distance. Le véhicule pourrait être piégé ou des munitions s'y trouvant pourraient déclencher une explosion. Du coffre encore fumant, sont extraites quatre grenades en parfait état...

Les munitions encore utilisables et sûres sont rendues à l'armée ivoirienne. Celles qui sont instables sont détruites dans une carrière à plusieurs dizaines de kilomètres d'ici. « Depuis notre arrivée en Côte-d'Ivoire, nous avons fait une dizaine de fourneaux de plus de 200 kilos d'explosifs », confie un membre de l'équipe. Les munitions s'altèrent avec le temps. La température importante et une hygrométrie dépassant les 60 % n'arrangent rien. »

### Catalogue

Le travail ne manque pas autour de la résidence. Après avoir fait quelques pas dans le jardin, une équipe découvre une roquette antichar de type RPG-7, dont seul le propulseur d'éjection a fonctionné. Ce type de munition est traité différemment. « Je mets en place une charge d'explosif sur la charge creuse, une autre sur le propulseur de croisière », précise l'adjudant O. Pour éviter la projection d'éclats, deux sacs de terre sont disposés latéralement.

Les équipes fouillent maintenant le bâtiment. Avec pour seul éclairage leur lampe frontale, quatre hommes progressent à l'intérieur. Chacun investit une pièce. Puis, c'est un véritable catalogue qu'on entend réciter. « Une caisse de cartouches de 9 mm » dans une pièce, « une kalache dans la cuisine », plus loin un « projectile de mortier bulgare de 90 mm », et ainsi tout au long de l'investigation. Fouillant une caisse de cartouches de 7,62 mm, l'adjudant G. reste sur ses gardes. « Des grenades peuvent se trouver dans les caisses de munitions, mieux vaut prendre toutes les précautions. »

C'est sur cette fouille et après six heures de travail que la journée se terminera pour les EOD. A raison de six jours par semaine, il leur faudra du temps pour dépolluer la ville, sans pour autant avoir le sentiment d'avoir tout « nettoyé ». En revanche, grâce à leur action, aucune victime civile ou militaire n'est à déplorer à ce jour. ■

# Awacs : survei



# Illance en haute altitude

**Centres de contrôle et de commandement volants, ces avions stratégiques grâce à leur radar et leurs transmissions sécurisées contrôlent tous les aéronefs sur la zone (amis, ennemis, civils). Les opérateurs en cabine assurent l'identification, le guidage et la coordination immédiats des moyens aériens avec qui ils sont en contact permanent. Ils sont les yeux et le relais du commandement de l'opération.**

Par Eléonore Krempff. Photos : Janick Marces / ECPAD





« Le rotodôme sur le toit de l'avion permet de voir tout ce qui vole dans un rayon de 400 kilomètres. »

**Ci-dessus :** Pendant 5 heures, l'Awacs est responsable du contrôle de tous les moyens aériens déployés sur zone et coordonne les missions du jour.

**A droite :** A plus de 10000 mètres d'altitude, une quinzaine d'opérateurs sont mobilisés sur les consoles de contrôle au milieu de l'avion.





**D**epuis trois mois, les forces armées françaises participent aux opérations de protection de la population libyenne dans le cadre de l'opération Harmattan et, depuis le 31 mars, dans celui de l'opération Unified Protector de l'Otan. Chaque jour les avions radars Awacs E-3F (Airborne Warning and Control System) du 36<sup>e</sup> Escadron de détection et de contrôle aéroporté (EDCA) participent au contrôle aérien et à la surveillance de la zone d'opérations. « Sur nos écrans, tous les avions français et ceux des autres pays de la coalition en vol apparaissent. Des chasseurs qui assurent la défense aérienne et quelques drones à gérer mais aussi les aéronefs civils... Pendant cinq heures nous allons être responsables du contrôle de tous les moyens aériens déployés sur zone et coordonner toutes les missions du jour. » Le lieutenant-colonel B. est le commandant en second du 36<sup>e</sup> EDCA d'Avord (Cher). Il est chef de mission à bord de l'Awacs, un des quatre avions radars français surveillant l'espace aérien au large des côtes libyennes.

Depuis le début des opérations, quatre Awacs français assurent le contrôle de l'espace aérien en alternance avec d'autres avions-radars de la coalition ou appartenant à l'Otan. Ces avions de guet constituent le moyen C2 (command and control) sur lequel s'appuie la coalition.

Une nuit au mois de juin, l'Awacs français décolle de la base aérienne d'Avord. Trois heures plus tard, il survole la Méditerranée et prend la relève de l'avion présent sur la zone d'opération. « Nous fonctionnons comme un centre de contrôle volant, poursuit le chef de mission. Le rotodôme sur le toit de l'avion contient deux radars qui nous permettent de "voir" tout ce qui vole ou navigue dans un rayon de 400 kilomètres. Nous sommes l'interface entre les avions déployés sur le terrain et le CAOC (Combined Air Operations Center), l'état-major de commandement aérien de l'Otan basé en Italie et chargé du volet aérien de l'opération Unified Protector. »

A plus de 10 000 mètres d'altitude, une quinzaine de contrôleurs et d'opérateurs sont mobilisés sur les consoles de contrôle au milieu de l'avion. Ils ne verront pas la lumière du jour durant la douzaine d'heures que dure la mission : la version militaire de ce Boeing 707 truffé d'appareils électroniques n'a pas de hublot. Concentrés, ils suivent chaque mouvement de la coalition et tiennent à jour la situation aérienne en temps réel. Sur leurs écrans, des petits plots colorés représentent

chaque aéronef en vol et permettent leur identification. Toutes les 10 secondes leurs positions sont réactualisées. « Par exemple ce symbole en "T" avec un carré et un trait blanc, là, va désigner le type de mission que l'avion remplit, décrit l'adjudant P., un des contrôleurs embarqués. On peut donc savoir si c'est un avion offensif, défensif ou un ravitailleur et connaître son cap. Là, c'est un Rafale français qui vient de ravitailler et qui s'apprête à procéder à une frappe au sol. Ici, c'est un chasseur qui assure la défense aérienne et fait appliquer la no-fly-zone. »

L'ensemble des opérations prévues est décliné en début de mission sur l'ATO, l'Air Task Order, sorte de feuille de route établie pour 24 heures par le CAOC pour chaque aéronef engagé. Le centre de commandement, en liaison permanente avec l'Awacs, peut ensuite réorienter la manœuvre militaire en fonction de son évolution sur le terrain. C'est ce qu'on appelle le « dynamic targeting ». « Tout à l'heure, on a détecté sur nos écrans des contacts radar non identifiés au sud de Misrata, raconte l'adjudant T. Après feu vert du CAOC, on a envoyé des chasseurs pour faire une reconnaissance visuelle et vérifier que ce n'était pas des hélicoptères ennemis. Globalement, le CAOC nous donne ses instructions, on transmet au chasseur qui nous fait ensuite remonter l'info terrain qu'on communique au centre de commandement, et ainsi de suite. C'est une boucle permanente entre les chasseurs, le CAOC et nous. »

Pendant toute la mission, l'aéronef français va voler en hippodrome. « Le circuit adopté par l'avion est en grande partie lié à l'activité contrôlée et à l'optimisation du fonctionnement radar, mais aussi à la gestion du carburant, note le lieutenant-colonel D., commandant le 36<sup>e</sup> EDCA et commandant de bord. La mission, c'est une dizaine d'heures de vol, on est aux limites d'autonomie de l'avion, donc on cherche en permanence à économiser le moindre kilo de pétrole. »

Après cinq heures de veille intensive, l'équipage mission se relâche enfin et l'Awacs regagne la base d'Avord. Ce jour-là, l'équipage aura contrôlé une douzaine de patrouilles d'avions ravitailleurs, plus de trente patrouilles de chasseurs dont certaines délivrant des armements, et suivi une quinzaine d'autres vols, notamment humanitaires et diplomatiques en provenance ou à destination de la Libye.

Cette mission était la 93<sup>e</sup> effectuée par le personnel du 36<sup>e</sup> EDCA au-dessus de la Libye. ■

## JUIN AFGHANISTAN : TROIS MILITAIRES TUÉS EN OPÉRATION



SIRPA TERRE

**L**e 1<sup>er</sup> juin, le caporal-chef Guillaume Nunes-Patego, promu sergent à titre posthume, a été tué en vallée d'Alasay, dans la province de Kapisa. Il était engagé dans une opération de recherche de caches d'armes quand un groupe d'insurgés a accroché sa compagnie. Au cours des combats, trois autres militaires ont été blessés, dont deux grièvement. Sapeur

para du 17<sup>e</sup> Régiment du génie parachutiste, le sergent Nunes-Patego effectuait sa deuxième Opex en Afghanistan. Il avait 30 ans, était pacsé et père d'un jeune enfant.

Le 1<sup>er</sup> classe Florian Morillon du 1<sup>er</sup> RCP, promu caporal à titre posthume, est tombé le 18 juin, également au cours d'un accrochage en Kapisa au sud de Tagab. Lors d'une patrouille à pied dans le cadre d'Endurance, une opération de contrôle de zone, il a été pris sous le feu ennemi avec un camarade. Grièvement blessés, ils ont été évacués sur l'hôpital militaire de Kaboul, où le caporal Morillon a succombé à ses blessures. Agé de 21 ans, il avait choisi il y a trois ans les troupes aéroportées, en s'engageant au 1<sup>er</sup> Régiment



SIRPA TERRE

de chasseurs parachutistes de Pamiers.

Le parachutiste de 1<sup>er</sup> classe Cyril Hugodot, promu caporal à titre posthume, est décédé le 25 juin des suites de ses blessures à l'hôpital militaire de Kaboul, après un accrochage au cours d'une mission de reconnaissance en Kapisa. Depuis le 19 juin, le 1<sup>er</sup> kandak (bataillon) d'infanterie de la 3<sup>e</sup> brigade



SIRPA TERRE

afghane et le groupement tactique interarmes (GTIA) Kapisa sont engagés dans une importante opération de sécurisation à l'entrée de la vallée d'Alasay. Agé de 24 ans, père d'une petite fille de 4 ans, il s'était engagé en mars 2009 dans les troupes aéroportées au sein du 1<sup>er</sup> Régiment de chasseurs parachutistes de Pamiers. Il est le 63<sup>e</sup> militaire français mort en Afghanistan depuis 2001.

### 01/06 KOSOVO : LA FRANCE QUITTE LE JRD-NORD

**A**près trois mois de commandement, la France a cédé le Joint Regional Detachment-Nord (JRD-N) à la Suisse. Créées le 1<sup>er</sup> mars, les cinq structures régionales appelées JRD ont pour but de maintenir le lien avec les autorités et les populations locales, notamment par le biais d'actions civilo-militaires. Les JRD ont été mises en place dans le cadre de la seconde phase du désengagement des troupes de la Kfor, dite Gate 2, débutée fin 2010 pour adapter le dispositif de la force au vu de l'amélioration de la sécurité. Son effectif est passé de 8000 à 5000 militaires, dont 300 Français basés à Novo-Selo.

### 03/06 LIBYE : ENGAGEMENT DES HÉLICOPTÈRES DE COMBAT



A. ROINÉ/ECRAPAD/EMVA

**D**éployés sur le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Tonnerre*, les hélicoptères du groupement tactique aéromobile (GAM) ont effectué leurs premiers tirs en Libye. Dans le cadre de l'opération Otan Unified Protector, et au cours d'une action coordonnée avec les quatre hélicoptères Apache britanniques, les aéronefs français ont traité

une vingtaine d'objectifs militaires au sol. En complément des moyens aériens et navals engagés depuis le 19 mars dernier conformément à la résolution 1973 de l'Onu, les douze *Gazelle*, quatre *Puma* et deux *Tigre* du GAM permettent désormais d'augmenter la pression sur les forces du colonel Kadhafi, qui continuent de menacer la population civile.

### 31/05 ATALANTE : LE "COURBET" CONTRE LES PIRATES

**L**a frégate furtive *Courbet* s'est portée au secours d'un cargo vraquier panaméen assailli par des pirates à proximité du détroit de Bab el-Mandeb en mer Rouge. Réfugié dans un local sécurisé, l'équipage de l'*Atlas* avait appelé à l'aide par radio alors que des attaquants armés étaient montés à bord à l'aide d'échelles depuis de petites embarcations rapides. Le *Courbet* a ensuite escorté le bâtiment pendant son franchissement du détroit, postant à bord une équipe de fusiliers marins, jusqu'à Djibouti.

10/06

## LA FREGATE "CHEVALIER PAUL" EN OPÉRATION

La frégate de défense aérienne "Chevalier Paul" a été admise en service actif. Elle a rejoint dans la foulée la composante maritime de l'opération Unified Protector en Libye, la Task Force 473. Grâce notamment à son système d'armes anti-aérien, le "Chevalier Paul" peut faire face à tout type de menace missile. Il est aussi en mesure de coordonner des opérations aériennes menées à partir de la mer, y compris des opérations mettant en œuvre des aéronefs étrangers.

## 10/06 AFGHANISTAN : DEUX ACCIDENTS MORTELS



SIRPA TERRE

Le lieutenant Matthieu Gaudin, promu capitaine à titre posthume, chef de patrouille sur Gazelle Viviane, est mort à son arrivée à l'hôpital militaire de Bagram, après l'accident de son hélicoptère. Le pilote a été gravement blessé alors qu'il effectuait une mission

avec un Cougar. L'hélicoptère s'est écrasé aux environs de Bagram en fin d'après-midi, dans des conditions climatiques très dégradées. Pilote expérimenté de 37 ans appartenant au 3<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères de combat, le capitaine Gaudin venait d'intégrer le Bataillon hélicoptères de Kaboul. Il était marié et père de quatre enfants.

Le même soir, le caporal-chef Lionel Chevalier a reçu accidentellement une balle de son fusil d'assaut dans le VAB qui le ramenait vers la base opérationnelle avancée de Tagab à l'issue d'une mission. Immédiatement éva-



SIRPA TERRE

cué vers l'hôpital militaire de Kaboul, il est décédé dans la nuit. Engagé au 35<sup>e</sup> Régiment d'infanterie depuis 2005, Lionel Chevalier, 24 ans, venait d'être promu caporal-chef et était déployé depuis un mois au sein du groupement tactique inter-armes Kapisa.

## 29/05 AFGHANISTAN : LE SERVICE DE SANTÉ À L'HONNEUR



J-J. CHATAIND/DICOD

Deux médecins ainsi que trois infirmiers et deux auxiliaires sanitaires du Service de santé des armées (SSA) servant en OMLT ont été félicités par le général Nazar, commandant la 3<sup>e</sup> Brigade du 201<sup>e</sup> corps de l'armée nationale afghane. Lors de la cérémonie sur l'emprise de Naghlu-Haut, le général a tenu à mettre à l'honneur ces

sept personnels médicaux (dont deux infirmières) qui avaient pris en charge et soigné quatre militaires afghans blessés un mois plus tôt au cours d'un accrochage sur la Highway 7, axe routier reliant Kaboul au Pakistan. Dans les lettres de félicitation remises aux militaires français, le général a souligné leur efficacité et leur professionnalisme.

## 14/06 BALTIC 2011 : 2 MIRAGE 2000 FRANÇAIS EN INTERCEPTION

Depuis le 28 avril la France commande l'opération Baltic 2011. Elle supervise pour quatre mois la sûreté aérienne des pays baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie). A ce titre, une patrouille de deux Mirage 2000 RDI a intercepté un avion en transit de la Russie vers l'enclave de Kaliningrad. En effet, l'aéronef russe n'émettait pas le code permettant de l'identifier formellement. Les deux

Mirage, qui ont décollé de la base lituanienne de Siauliai, ont rapidement intercepté l'appareil dont l'identité restait à confirmer. Après avoir accompagné l'Iliouchine à la limite de l'espace aérien de Kaliningrad, les Mirage sont rentrés à la base lituanienne. En septembre, l'armée de l'air danoise prendra le commandement de l'opération Baltic.



EMA/ARMÉE DE L'AIR



Des qualités de sang-froid précieuses lors des phases de poser ou de décollage. Ici aux commandes d'une MAG 58 : une mitrailleuse de calibre 7,62.

# Portrait

## Le quatrième homme

**Lycéen, il rêvait d'action. « Colt » est aujourd'hui comblé. Il sert dans un Caracal dédié au transport et à l'appui de commandos des forces spéciales.**

L'homme qui tombe à pic, c'est lui. Colt – pseudonyme emprunté à la série télévisée – est le premier volontaire à avoir été recruté à Pau comme membre d'équipage des opérations spéciales par le 4<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères des forces spéciales. Cette unité est dédiée au transport et à l'appui des commandos, jour et nuit, quel que soit le type d'environnement. Quatrième homme après le commandant de bord, le pilote et le mécanicien navigant, le sergent chef « Colt » est un pionnier de cette spécialité créée en 2008 et jugée essentielle pour réaliser les missions du régiment. D'aussi loin qu'il se souvienne, Colt rêvait d'un métier d'action : policier ou militaire. Rien ne le destinait à voler, mais il a rapidement découvert son univers de prédilection...

Lycéen dans les années 1990 – et pompier volontaire –, il suit le conflit au Kosovo sur le petit écran. « *Le bac en poche en 1999, je souhaitais entrer dans le feu de l'action* », confie-t-il. Il signe alors dans un régiment de cavalerie basé à Fontevraud et participe bientôt à une mission dans les Balkans comme pilote

et tireur sur char Leclerc. Mais l'environnement de travail sur blindé ne lui plaît guère. L'année suivante, il rejoint le peloton de reconnaissance et de balisage du 5<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères de combat de Pau, subordonné à l'aviation légère de l'armée de terre. Au cours de ses missions, il reconnaît notamment des plots

de ravitaillement d'hélicoptères, escorte des convois de carburant... En Afghanistan, il entre dans le vif du sujet : « *Sur Kaboul et ses environs, lors d'évacuations sanitaires ou de ravitaillement en munitions au profit d'unités prises sous le feu, j'assurais la sécurité de l'équipe débarquée et de l'appareil avec l'équipe de protection* », explique-t-il, honoré d'avoir aidé des combattants à s'en sortir indemnes.

« La confiance entre nous est totale, car chacun sait ce qu'il doit faire. »

En 2008, Colt postule pour devenir membre d'équipage des opérations spéciales. Il réussit les tests de sélection et suit un cursus de formation d'un an (tir, stage de survie en mer, gestion du stress). Depuis, les missions s'enchaînent. « *A tout juste 30 ans, je ne pouvais pas espérer mieux en termes de carrière* », estime-t-il. Au même titre que son équipage, il réalise près de la moitié de ses heures de vol en Opex, soit près de 150 par an.

Discret sur ses activités opérationnelles, c'est cependant avec passion qu'il parle de son métier. Sa force, c'est sa nature : calme et attentif à tout, méthodique et consciencieux. « *Avant chaque vol, j'équipe la soute en fonction des missions et je vérifie le matériel. En l'air, harnaché à une ligne de vie, j'ouvre les portes de l'hélicoptère et donne le "go" aux commandos, j'accroche les cordes lisses ou de rappel pour leur dépose et je gère leur récupération à terre ou en grappe* », détaille-t-il. Il effectue également la liaison entre l'équipe navigante, à l'avant de l'appareil, et les commandos à l'arrière. « *En phase de dépose, je m'assure de la nature du sol et vérifie que les abords proches sont exempts d'obstacles (gros cailloux, branches, arbres). Le pilote se laisse guider par ma voix pour positionner l'appareil. Je peux même prendre les commandes sur quelques mètres, grâce à un "minimanche" situé en soute...* », poursuit-il. Son sang-froid lui est bien utile lors des phases les plus dangereuses. « *Notamment lors des posers et des décollages, alors que l'appareil vole à faible vitesse et que l'adversaire a vite fait de nous cibler.* » Là, ce n'est pas un « Colt », qu'il manipule. « *J'utilise une arme de sabord MAG 58 dédiée au Caracal : une mitrailleuse de gros calibre (7,62 mm) qui tire 1 000 coups par minute* », dit-il calmement.

Soudé à l'équipage, il garde la tête froide en toutes circonstances. « *Nous formons un tout. La confiance entre nous est totale, car chacun sait ce qu'il doit faire. Cela s'est vérifié sur des départs en alerte, où la préparation est très rapide, et surtout en mission, dans les moments les plus critiques.* »

■  
Aude Le Calvé

# Un centre unique de gestion des munitions

**Le SIMu – Service interarmées des munitions – a désormais en charge l’acquisition, le stockage, la maintenance et l’élimination des munitions des trois armées.**

**Objectif recherché : gain d’efficacité. Créé le 25 mars dernier, il a assuré la continuité de l’approvisionnement des forces engagées.**



JEAN-RAPHAËL DRAHI/SIRPA TERRE

**La mission du SIMu concerne toutes les munitions sauf les nucléaires et celles relevant de la responsabilité de la DGA.**

« **L**e Service interarmées des munitions (SIMu) sera rapidement reconnu et identifié par toutes les armées comme le centre de gestion des munitions », affirme le général de brigade Ovaere, commandant ce service. Le SIMu a été créé le 25 mars dernier, concrétisant une réflexion menée depuis 2007 dans le cadre de la transformation des armées. Il est le service de gestion de la logistique munitions pour toutes les armées sous le commandement direct de l’état-major des armées (EMA). Il a pour mission l’acquisition de munitions de tous calibres (munitions d’infanterie, roquettes ou missiles), à l’exception des munitions nucléaires et celles relevant de la responsabilité de la DGA. Il a également en charge le stockage, la gestion, la maintenance et l’élimination de ces munitions.

Sa mission prioritaire est d’assurer l’approvisionnement en munitions des opérations et de garantir la sécurité d’emploi de celles-ci. De façon concrète, chaque armée exprime son besoin en munitions au SIMu, celui-ci les achètent, elles deviennent la propriété de l’armée demandeuse et sont gérées dans un seul stock. « Prenons l’exemple de l’armée de terre [NDLR : le procédé était le même dans les autres armées] : avant 2011, un dépôt de munitions dépendait fonctionnellement de la Direction centrale du matériel (DCMAT) et organiquement d’un régiment du matériel. Ce dernier dépendait du commandement de la force logistique terrestre (CFLT) lui-même sous les ordres de l’état-major de l’armée de terre, lui-même aux ordres de l’EMA. De bien nombreux intermédiaires », explique le général. Aujourd’hui

il n’y a plus qu’un seul interlocuteur. Cette simplification de l’organisation est donc un gage de gain d’efficacité. Le Service Interarmées des munitions est composé d’un échelon central à Versailles et de sept établissements en métropole répartis par régions : Bretagne, Aquitaine, Centre, Champagne-Picardie, Alsace-Lorraine, Provence et Méditerranée. Ces établissements regroupent au total 20 dépôts de munitions rattachés à 15 bases de défense : dix pour l’armée de terre, six pour l’armée de l’air et quatre pour la marine. L’effectif du SIMu est de 1 500 personnes et sa particularité est d’être composé en majorité de personnel civil. Ces derniers représentent 60 % de l’effectif total. Les pyrotechniciens de la marine nationale et les artificiers de l’armée de terre œuvrent dans les dépôts de munitions alors que les armuriers de l’armée de l’air sont aussi affectés sur les bases aériennes, étant à la fois spécialistes munitions et armement. « Cependant le métier reste le même pour tous, malgré des appellations différentes », précise le chef du SIMu. Et ce métier n’a pas subi de changements avec la création de ce service. « Ce service ne révolutionne pas la fonction munitions. Il y a une véritable continuité entre ce qui se faisait avant et ce que l’on fait aujourd’hui », tient à rappeler le général. Par exemple, pour l’opération Harmattan dans le ciel libyen, qui a débuté avant la création du SIMu, l’armée de l’air, pilote, a continué sa mission en toute coordination avec le SIMu. « Il n’y a pas eu de rupture de ravitaillement des forces. Notre mission principale a été remplie », précise le général Ovaere. Le SIMu est donc une preuve concrète que l’interarmisation contribue à l’efficacité opérationnelle. ■

**Anne-Lise Llouquet**

### LIVRAISON DU PREMIER HÉLICOPTÈRE PANTHER « STANDARD 2 » À LA MARINE

La direction générale de l'armement (DGA) a livré le premier Panther « standard 2 » à la Marine le 31 mai. Cette nouvelle version améliore l'interopérabilité Otan de l'hélicoptère. L'avionique a également été modernisée et mise en conformité OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) : intégration d'écrans de navigation et d'un écran de mission sur la planche de bord, sécurisation des communications radios, installation d'un GPS. Ces appareils seront aussi équipés d'une caméra capable de filmer de jour et de nuit. Les 16 Panther de la Marine seront aux normes de ce nouveau standard à l'horizon 2016. La DGA a notifié en 2007 un contrat de 54 millions d'euros à Eurocopter ainsi qu'un autre, de 7 millions d'euros, au Service industriel de l'aéronautique (SIAé) pour la fourniture de consoles tactiques qui viendront compléter ce nouveau standard.

### GÉRARD LONGUET A DÉVOILÉ LA MAQUETTE DU PROJET BALARD



Le ministre de la Défense a révélé le visage du futur ensemble immobilier qui accueillera le ministère de la Défense dès 2015. « *Nous avons aujourd'hui un projet qui appuie la volonté d'interarmisation du ministère, qui revalorise et réhabilite des installations existantes, a déclaré le ministre lors de son allocution. L'immeuble a de l'allure, du prestige.*

*Il est fonctionnel et intègre les conditions de vie les plus modernes. »*

Retrouvez l'intégralité du dossier Balard sur le site Internet : <http://www.defense.gouv.fr/actualites/dossiers/balard-2015/le-regroupement-du-ministere-de-la-defense>

### PRISE D'ARMES DE CRÉATION DES BASES DE DÉFENSE AUX INVALIDES



GHISLAIN MARIETTE / ECPAD

Le 21 juin l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (Cema), entouré des hautes autorités de la Défense, a remis leur insigne aux commandants de base de défense et aux cinq chefs d'état-major de soutien Défense à l'Hôtel national des Invalides. Dans l'ordre du jour, le Cema a rappelé ce qu'est la mission de soutien et la finalité opérationnelle des bases de défense, soulignant qu'il n'y a pas « *une armée du soutien mais un soutien au service des armées* ». Il a précisé les trois qualités indispensables à l'efficacité opérationnelle : professionnalisme, sens du service et esprit d'innovation.

A cette occasion les commandants de base de défense se sont vus confier le fanion de leur groupement de soutien, symbole fort et emblème de ralliement pour ces nouvelles unités de soutien interarmées. Elaboré à partir de l'insigne de l'état-major des armées, autorité organique et symbole du caractère interarmées de ces unités de soutien, l'insigne des bases de défense comporte en son centre un écusson marquant son implantation locale. Il traduit ainsi l'esprit de cette trans-

formation qui consiste à mettre en place un soutien interarmées, localement organisé au profit des unités et des formations.

### TRANSFORMATION : CRÉATION D'UN CENTRE D'AUDIT DES ARMÉES

Depuis bientôt trois ans, les armées sont engagées dans une profonde révision des organisations, des processus et des modes de fonctionnement. La création du centre d'audit des armées (CAA) le 1<sup>er</sup> juin concentre dorénavant toute les capacités d'audit interarmées. Ses missions consistent notamment à évaluer la régularité et la performance des armées et à exercer une importante fonction de conseil. Le CAA est un organisme interarmées qui relève directement du chef d'état-major des armées. A ce titre il est au service des armées, des directions et des services interarmées avec lesquels il coordonne son action dans le cadre du comité d'audit interne interarmées.

### UN INSIGNE POUR LES MEMBRES DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE (CSFM)



Dorénavant porté par les membres titulaires et suppléants du CSFM en cours

de mandat, il a été remis par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants lors de la séance plénière de la 85<sup>e</sup> session du CSFM le 24 juin. Son port sur les tenues de service courant, de travail et de cérémonie des armées et formations rattachées est prévu par l'instruction n° 8248/DEF/CAB du même jour. Cet insigne de fonction a été créé afin de permettre aux membres du CSFM d'être reconnus par leurs pairs et leur commandement.

# Bathélico : mi

**Les pilotes du bataillon d'hélicoptères de manœuvre parcourent chaque jour une aire grande comme un département français. Ces appareils sont requis pour remplir une très large gamme de missions : transport de troupes, soutien logistique, appui-feu, reconnaissance et surveillance de l'ennemi. Ils procèdent également, de jour comme de nuit, à des évacuations sanitaires. Survol.**



JEAN-RAPHAËL DRAHI/SIRPA TERRE

**E**ngagés dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) en Afghanistan, les hélicoptères de manœuvre du « Bathélico » – trois Cougar et deux Caracal de l'armée de terre, un Caracal de l'armée de l'air – survolent chaque jour la zone de responsabilité française, grande comme un département de l'Hexagone. Ce matin, au briefing d'avant-vol, c'est une « tournée » des emprises, les FOB (pour *Forward Operating Base*), qui se prépare. Lors de ces vols, qui représentent près de la moitié de leur activité, les équipages, constitués d'un commandant de bord, d'un pilote, d'un

mécanicien et de deux tireurs (armés de calibres 7,62 mm, c.f. page 23), emmènent des militaires d'une FOB à l'autre. « *Nous en prenons par exemple quatre à Kaboul, en déposons deux à Nijrab, où trois autres embarquent jusqu'à Tagab ou Tora, explique le lieutenant B., chef de bord d'un Caracal. La mission peut être de transporter le général commandant la brigade La Fayette et son état-major ou des techniciens appelés sur une FOB.* » Même si ces déplacements ne revêtent pas de caractère d'urgence, la voie aérienne est privilégiée en particulier pour le transport de petits groupes, car l'organisation d'un convoi

# Afghanistan

## missions tous azimuts



**Les vols s'effectuent souvent en binôme selon des trajectoires qui varient chaque jour pour la sécurité.**

routier entraîne de nombreuses contraintes logistiques et sécuritaires.

Les hélicoptères de manœuvre sont aussi engagés en appui d'opérations terrestres. « 15 % à 20 % de notre activité consistent dans le transport de troupes d'une FOB à une ligne de crête ou dans leur extraction à l'issue d'une mission », explique le commandant B., chef des opérations du Bathélico. Une trentaine de combattants – tireurs d'élite, artilleurs ou contrôleurs aériens avancés – peuvent être déplacés en quelques minutes. « Un hélicoptère peut embarquer une dizaine de militaires en

plus de l'équipage. Mais les fortes chaleurs du plein été (45°C en moyenne), alliées à l'altitude – certains sommets culminent à plus de 4 000 mètres – diminuent la capacité d'emport », précise le commandant.

Hors de ces opérations programmées, les appareils peuvent avoir à décoller au pied levé pour procéder à des évacuations médicales ou « médevac », leur troisième mission. En permanence, deux équipages sont d'alerte, prêts à aller récupérer des blessés dans la zone de responsabilité française pour les acheminer à l'hôpital Otan le plus proche du lieu d'évacuation ■■■

## Composition du Bataillon d'hélicoptères

Basé à l'aéroport de Kaboul, le Bataillon d'hélicoptères français est placé sous le commandement opérationnel de la Task Force La Fayette (dispositif français en Afghanistan). Le « Bathélico » compte une centaine de militaires des armées de terre et de l'air, des hélicoptères de combat (3 Tigre), de reconnaissance (4 Gazelle) et de manœuvre (3 Caracal, 3 Cougar). Ces appareils sont utilisés dans la plupart des opérations menées par les troupes françaises de la Fias pour des missions de transport de troupes, d'appui feu, de surveillance ou d'évacuation médicale. Comme les militaires au sol, les équipages du Bathélico opèrent dans un environnement sécuritaire complexe et dans des conditions terrain et météo difficiles. Le 10 juin, une Gazelle s'est écrasée à une vingtaine de kilomètres de la base de Bagram, au nord de Kaboul. Le chef de bord est décédé des suites de ses blessures.

■ ■ ■ (Kaboul ou Bagram). « Quand une médevac est déclenchée, nous quittons le tarmac en cinq minutes, de jour comme de nuit, affirme un pilote. Et en moins d'une demi-heure, nous rallions n'importe quel point de récupération dans la zone de responsabilité française. Nous la connaissons par cœur. » L'équipage embarque alors un infirmier et un médecin, ainsi que des éléments commandos pour assurer la sécurité. Le Bathélico est sollicité pour récupérer des militaires français ou d'autres nations de la Fias ainsi que des forces de sécurité afghanes. « Par mesure de précaution, les armes de tous les soldats quels qu'ils soient sont mises de côté, poursuit le pilote. Car les blessés ont parfois des réactions inattendues quand ils sont en état de choc. » Lorsqu'il s'agit de civils, « ils sont fouillés et leur identité est contrôlée », précise le pilote. En avril dernier, le Bathélico a effectué 44 médevac, dont 14 de blessés graves. « Nous sommes le premier maillon de la chaîne d'évacuation, constate le pilote. Les médevac sont les missions les plus gratifiantes. » Elles sont pourtant les plus dangereuses, notamment quand il faut récupérer les blessés dans la zone de combat. « Dernièrement, un des membres d'équipage a été touché par un tir de kalachnikov, se souvient le lieutenant B. Pour nous tenir prêts à dégager, nous

effectuons tous nos posés pales tournantes. » Par mesure de précaution, les hélicos adoptent le « vol tactique » : ils rasent le sol, épousent les reliefs et se camouflent dans les versants ombragés des montagnes, le tout à une vitesse moyenne de 250 km/heure. « Cela laisse peu de temps à d'éventuels insurgés pour ajuster un tir contre nous, affirme le commandant de bord, qui ajoute, les vols s'effectuent toujours en binôme, selon des trajectoires qui varient chaque jour pour casser la routine. C'est notre meilleure protection. » Difficulté du terrain, insécurité, cadence des missions :

JEAN-BAPTISTE TABONE/SIRPA TERRE



Deux équipages sont en alerte permanente. En cas d'évacuation médicale, les hélicoptères peuvent rallier n'importe quel point de récupération de la zone de responsabilité française en moins d'une demi-heure.



**Poussière dans les entrées d'air, pales abîmées, dégâts causés par les projections de cailloux, les appareils sont soumis à des contrôles fréquents.**

les hélicoptères sont mis à rude épreuve. « *Poussières dans les entrées d'air et le moteur, pales abîmées, dégâts causés par les projections de cailloux ou les impacts de balles...* Pour prévenir tout incident, les mécaniciens navigants inspectent les hélicos à la loupe avant et après chaque vol, et font une visite de contrôle tous les deux mois, soit toutes les 50 à 75 heures de vol selon le type d'appareil », explique le capitaine J., chef de l'escadrille de maintenance. Les soixante mécaniciens, qui forment près de la moitié de l'effectif du Bathélico, passent tout

au crible : mécanique et électronique du moteur, blindage, rotors, circuit hydraulique, tableau de bord...

Sur le tarmac, des mécanos s'activent autour de deux appareils, vérifiant les derniers détails avant un départ en mission. En combinaison de vol, les équipages s'avancent. Cinq minutes plus tard, les pales lancées à pleine puissance soulèvent les 8 tonnes de chacun des deux Caracal, qui s'éloignent dans le ciel afghan.

**Cynthia Glock**

GILLES GESQUIERE/SIRPA TERRE



PHOTOS: J-J CHATARD/DICOD





# Salon du Bourget : une vitrine

**L**e ministère de la Défense était présent au 49<sup>e</sup> Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget avec un espace entièrement consacré aux forces armées françaises. Au total, près de 25 000 visiteurs sont allés à la rencontre des femmes et des hommes de la Défense témoins des engagements opérationnels et découvrir les moyens déployés par les forces armées françaises. Durant le salon, le président de la République, le Premier ministre,

le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, ainsi que les parlementaires et les correspondants Défense se sont succédé sur l'espace Défense. Les délégations étrangères sont aussi venues en nombre voir le Rafale, le Mirage 2000, les hélicoptères NH90 Caïman, Tigre ou encore Caracal exposés sur le stand. Pour l'occasion un site Internet spécial a relayé quotidiennement l'actualité du stand. Il a connu lui aussi un réel succès auprès des passionnés de l'aéronautique



BRUNO BIASJITO/DICOD

# internationale pour la Défense

avec près de 6 000 visites sur la semaine. Il a permis aux internautes n'ayant pu se rendre sur le stand d'effectuer une visite virtuelle, de participer au "chat" avec les opérationnels et de découvrir chaque jour des vidéos consacrées au Bourget qui ont été visionnées près de 32 000 fois sur Dailymotion.

Une excellente vitrine pour la Défense puisque l'édition 2011 du Salon du Bourget a été un véritable succès professionnel et populaire, établissant de

nouveaux records de fréquentation avec 145 000 visiteurs professionnels et 200 000 visiteurs grand public pour 2 113 exposants venus de 45 pays. Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet, a réaffirmé l'importance d'être présent pour créer une rencontre entre les industriels et les forces armées et le rôle majeur de la défense, « moteur de l'aéronautique ».

■  
Paul Hessenbruch

# Afghanistan

## Soutien psychologique pour les familles

**Pour faire face à l'anxiété des familles de militaires projetés sur le théâtre afghan, le ministère de la Défense a mis en place fin 2010 un dispositif pour leur venir en aide. Des séances d'information et de sensibilisation ont lieu avant, pendant et après la projection du conjoint militaire. Le cas échéant, des entretiens individuels avec des psychologues travaillant pour la Défense peuvent être proposés.**

JEAN-BAPTISTE TABONE/SIRPA TERRE



“**L**'absence d'un militaire pendant plus de six mois n'est pas sans effet sur ses proches. Sa famille a besoin d'avoir des informations, d'être écoutée pour "faire avec" cette absence, mais aussi de se préparer à son retour », explique Martine Dantan, conseillère technique de service social à la direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD/service de l'accompagnement professionnel et des pensions/sous-direction de l'action sociale).

L'absence du conjoint projeté en Afghanistan est, en effet, une source de difficultés pour le foyer, d'autant que la médiatisation de la violence des engagements a ajouté un degré supplémentaire à l'angoisse des familles. Les armées se devaient de faire

face à cette problématique. C'est pourquoi, fin 2010, la DRH-MD a mis en place un soutien psychologique pour les familles.

Le dispositif ministériel, au bénéfice de toutes les armées et services et qui concerne le théâtre afghan, se compose d'un volet collectif et d'un volet individuel. Il consiste d'une part, en des séances d'information/sensibilisation des familles avant le départ des militaires et également avant leur retour et, d'autre part, en des entretiens individuels avec des psychologues.

Préalablement au départ du militaire en opérations, et jusqu'au retour, des séances d'information collectives sont organisées pour les familles. Ce sont des séances de prévention. Avant la projection en Afghanistan sont abordés la « gestion » de l'absence, le

dialogue à entretenir avec les enfants notamment lorsqu'ils voient dans les médias des images traumatisantes relatives au conflit. L'assistante sociale et le psychologue qui animent ces séances tiennent évidemment compte des situations particulières, par exemple si l'unité vient d'avoir des blessés graves.

La deuxième réunion concerne la préparation au retour. Au-delà des questions sur le repositionnement de chacun dans le couple, il faut sensibiliser celui qui est resté au foyer sur les troubles post-traumatiques qui peuvent apparaître chez le militaire.

Lorsque des difficultés surgissent après le retour, les familles conservent, bien évidemment, la possibilité de joindre les assistants de service social du ministère de la Défense. En outre, et c'est le volet individualisé du dispositif, une plate-forme téléphonique animée par des psychologues est ouverte aux familles des militaires qui sont envoyés en Afghanistan. Ces psychologues sont sensibilisés aux problématiques

**Un numéro de téléphone est mis à la disposition des familles dont un membre est en Opex en Afghanistan: 0800 150 207 (numéro vert métropole); 01 42 94 90 79 (numéro outre-mer et étranger, coût d'un appel local).**

créées par un départ en opération extérieure (Opex). Les membres les plus proches des familles de militaires projetés (conjoint, concubin, enfants et parents) peuvent ainsi bénéficier d'un entretien téléphonique 24 h/24 et 7 j/7 avec un psychologue clinicien d'un organisme privé, l'Institut d'accompagnement psychologique et de ressources (IAPR), sélectionné après une procédure d'appel d'offres.

Confidentiel et anonyme, l'entretien doit pouvoir permettre d'aborder tout type de situations anxiogènes ou potentiellement traumatiques. L'entretien vise seulement à prévenir les risques psychosociaux. Tout ce qui est d'ordre pratique (garde d'enfants, quotidien...) relève de l'unité d'appartenance du militaire. Naturellement, aucune information sur le théâtre d'opérations n'est donnée.

Si le psychologue l'estime nécessaire, il « prescrit » une série d'entretiens personnalisés avec l'un des 350 psychologues de l'IAPR répartis sur l'ensemble du territoire national métropolitain. L'appelant peut ainsi bénéficier d'un accompagnement psychologique dans la limite de six séances. Ces prestations sont entièrement prises en charge par le ministère de la Défense et des Anciens Combattants. ■

**Carine Bobbera**

**MAGAZINE**



**Enrichissez votre réflexion chaque mois...**

- Les points forts de l'actualité
- L'étude d'une région du monde
- Des fiches de lecture
- Des points de vue
- Des conseils bibliographiques...

**ABONNEZ-VOUS :**  
6 mois soit 6 n° pour 35 €  
1 an soit 12 n° pour 60 €

www.revue-d-etudes.fr  
Tél. : 01 57 14 05 70

20 rue de l'Arcade 75008 Paris  
contact@revue-d-etudes.fr



**Vous souhaitez vous entraîner en dehors de la préparation officielle**

**PROCHAIN CONCOURS DE L'ÉCOLE DE GUERRE...**



Mettez toutes les chances de votre côté et inscrivez-vous à notre préparation qui a débuté fin juin.

www.revue-d-etudes.fr  
Tél. 01 57 14 05 70

Formule classique en e-learning au choix

Faites confiance à la Revue d'Études qui organise ces préparations à distance depuis près de 100 ans !

20 rue de l'Arcade 75008 Paris  
contact@revue-d-etudes.fr



# 1811-2011 : les pompiers de Paris contre le feu



**L**a Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) fête son bicentenaire cette année. Pour l'occasion, cette unité militaire sera mise à l'honneur sur les Champs-Élysées lors du défilé du 14 juillet. En 1811, un décret de Napoléon 1<sup>er</sup> crée le Bataillon de sapeurs-pompiers de Paris, qui sera composé de 576 militaires. Témoin d'un terrible incendie lors d'un bal à l'ambassade d'Autriche, l'Empereur perd une dizaine de ses

proches. Constatant l'insuffisance des moyens de secours, il professionnalise la lutte contre le feu dans la capitale. Le Bataillon devient, en 1867, le Régiment de sapeurs-pompiers et sera transformé en Brigade le 1<sup>er</sup> mars 1967. La Brigade de sapeurs-pompiers constitue aujourd'hui le plus grand corps de sapeurs-pompiers sous commandement unique d'Europe. Il compte en effet 8 555 militaires, dont 254 femmes, 58 médecins et 339 réservistes.



**La Brigade  
de sapeurs-pompiers  
de Paris (BSPP)  
compte aujourd'hui  
8 555 militaires.  
En 2010, elle  
a procédé à 480 000  
interventions.**

Placée pour emploi sous l'autorité directe du préfet de police, la BSPP agit en matière de secours et de défense contre l'incendie et de lutte contre les sinistres et les catastrophes. Elle intervient à Paris et dans les départements de la Petite Couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). Elle possède également des unités déployées à Kourou, pour assurer la sécurité du Centre spatial guyanais, et à Biscarosse pour celle du Centre d'es-

sais des Landes, ainsi qu'en opération extérieure au Kosovo et au Liban. Un détachement de la BSPP est aussi intervenu lors de la catastrophe du Japon en mars dernier. En 2010, les sapeurs-pompiers de Paris ont effectué près de 480 000 interventions : incendies, secours à victimes, risques technologiques. Au total, 385 sapeurs-pompiers ont été blessés au cours de ces opérations. ■

**Aude Le Calvé**



Le 6 novembre 1961, à Saint-Cyr Coëtquidan, Michel Debré, Premier ministre remet le drapeau de l'Ecole, à la première promotion de la nouvelle Ecole militaire interarmes.

ANTOINETTE / ECPAD

# L'EMIA, cinquante ans et une distinction

**Le ministre de la Défense a attribué la Croix de la Légion d'honneur au drapeau de l'Ecole militaire interarmes de Coëtquidan, qui prépare des sous-officiers de l'armée de terre à devenir officiers. Pour conserver son dynamisme et rester au plus près des exigences opérationnelles, elle a su adapter ses programmes en permanence. Tour d'horizon des changements les plus récents.**

# versaire



**Le 14 mai 2011, Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants attribue la Croix de la Légion d'honneur au drapeau de l'Ecole militaire interarmes de Coëtquidan.**

« **L**e travail pour loi, l'honneur pour guide. » Cette devise guide depuis cinquante ans les élèves officiers de l'Ecole militaire interarmes (EMIA) de Coëtquidan. Celle-ci forme des officiers de recrutement interne qui se destinent à encadrer les unités opérationnelles de l'armée de terre, puis à assumer des responsabilités croissantes dans l'encadrement, la conception et la direction. Tous doivent avoir une expérience militaire de trois années en corps de troupe. En un demi-siècle, la formation a beaucoup évolué. « *L'engagement opérationnel est plus complexe aujourd'hui, particulièrement depuis ces dix dernières années. La formation s'est toujours adaptée aux exigences opérationnelles de l'armée de terre* », tient à souligner le général de division Eric Bonnemaïson, commandant les Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan.\*

Jusqu'en 2010, le concours d'entrée à l'EMIA était ouvert aux seuls sous-officiers formés à l'Ecole nationale des sous-officiers de l'armée de terre de Saint-Maixent âgés de 23 à 29 ans,

titulaires d'un baccalauréat et ayant accompli au moins trois ans de service. Depuis un an, il est ouvert, aux mêmes conditions, aux militaires du rang. Actuellement, deux d'entre eux ont réussi le concours et suivent la formation.

Autre nouveauté, les sous-officiers remplissant les conditions ci-dessus et justifiant d'un bac+2 et d'un certificat d'anglais – TOEIC (Test Of English For International Communication), certificat militaire de langue ou son équivalent civil – peuvent être admis sur titre. Dans ce cas, ils ne passent qu'une épreuve orale et sportive. « *Toutes ces évolutions sont nécessaires pour que l'EMIA préserve son dynamisme et qu'elle attire l'élite de nos jeunes sous-officiers et militaires du rang* », explique le lieutenant-colonel Cyrille Becker, commandant l'EMIA.

Enfin, le cursus de l'Ecole a également évolué l'année dernière. A côté d'un tronc commun – formation militaire et formation académique : droit, langues, culture générale –, l'Ecole propose trois filières spécialisées : « sciences et technologies de ■■■

■ ■ ■ défense », « économie et gestion publique » appliquées à la défense et « géopolitique, relations internationales, stratégie ». La formation est couronnée par un grade de licence.

Quel que soit le parcours des élèves officiers, « la volonté de servir et de jouer un rôle au sein de l'armée de terre est la même pour tous les élèves », remarque le lieutenant-colonel Becker. Le général de division Bonnemaïson observe cependant que « dans un monde complexe, la gestion des hommes l'est aussi.

Nous devons parfois rassurer ces futurs chefs sur leurs compétences à commander ». Des doutes, l'élève-officier Gabriel Rorthais en a encore de temps à autre. « Je me demande parfois si j'ai bien fait de suivre ce cursus car la première année est difficile. Jusque-là, je n'étais pas vraiment fait pour les études ! Depuis un an, l'EMIA nous prépare à la licence alors qu'auparavant l'on n'obtenait qu'un niveau bac+2. La charge de travail est donc très importante. Mais je m'accroche à mon objectif : être au contact des hommes et les commander sur le terrain ! »

De même pour le sous-lieutenant Ludivine Thibault, qui termine actuellement sa scolarité. Elle a passé le concours avant le nouveau dispositif, donc à l'écrit et à l'oral, avec l'aide pédagogique et le soutien de son régiment d'origine. A 27 ans, la jeune femme souhaite acquérir des responsabilités de cadre pour la suite de sa carrière. « Après une licence de sport à l'université et une formation militaire initiale à Saint-Maixent, j'ai servi au 35<sup>e</sup> Régi-

ment d'artillerie parachutiste de Tarbes jusqu'en 2009. Cette expérience au contact des lieutenants chefs de section et les encouragements de mes chefs m'ont donné envie de passer le concours de l'EMIA et de faire ce choix de carrière. » Malgré un programme de formation académique et militaire « dense », selon ses termes, le sous-lieutenant Thibault ne regrette pas son choix. « Retrouver les bancs de l'école n'est pas évident, mais on sait pourquoi on est là. En tout cas, j'ai hâte d'aller en régiment

et de faire le métier pour lequel je suis formée ! »

L'« escalier social » – métaphore chère au commandant de l'EMIA – qui permet à des sous-officiers, des militaires du rang de toutes armes, d'expériences militaires diverses, d'âges, voire de milieux sociaux différents d'accéder au même diplôme à l'issue de leur formation et de pouvoir commander, est un symbole de l'évolution perpétuelle de l'Ecole. Pourtant, affirme le général de division Bonnemaïson, « entre les officiers de 1961 et ceux de 2011,

l'état d'esprit et les valeurs sont assurément les mêmes : discerner dans la complexité, décider dans l'incertitude et agir dans l'adversité. ■

**Anne-Lise Llouquet**



ECOLE DE SAINT-CYR COËTQUIDAN/DPCF/CMAF

**L'état d'esprit de l'Ecole est resté intact.**

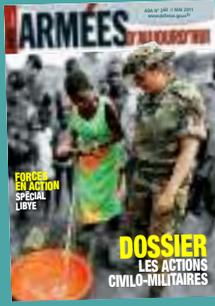
\* L'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr (ESM), l'Ecole militaire interarmes (EMIA), l'Ecole d'administration militaire (EAM, issue de la fusion de l'EMCTA et de l'EMSAM) et le 4<sup>e</sup> bataillon de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, qui forme les officiers sous contrat, les réservistes, les gendarmes et les polytechniciens.

## L'Ecole distinguée aux Invalides

A l'occasion du cinquantième anniversaire de l'EMIA, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants a attribué, le 14 mai, la Croix de la Légion d'honneur au drapeau de l'Ecole. Cette distinction remise dans la Cour d'honneur des Invalides à Paris marque la reconnaissance de la nation pour les sacrifices consentis par les officiers qui en sont issus. La filiation de l'EMIA avec l'Ecole des élèves-aspirants de Cherchell a été rappelée. Créée en 1942 en Algérie, celle-ci prit en 1944 le nom d'« Ecole militaire interarmes » et s'installa à Coëtquidan, dans le Morbihan. En 1947, elle devient l'« Ecole spéciale militaire interarmes ». Sous l'impulsion du général de Lattre de Tassigny, elle forme des officiers issus du concours externe (saint-cyriens et polytechniciens...) et des officiers de recrutement interne issus des corps de troupe. C'est en 1961 que le général de Gaulle décida de séparer la formation des officiers « directs », confiée à la nouvelle école de Saint-Cyr, et celle des officiers « internes », attribuée à l'EMIA.



# Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

# Abonnez-vous !

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom ..... Grade ou fonction .....  
 Adresse ..... Localité ..... Code postal .....

### Renseignements statistiques

Âge ..... Profession ..... Secteur d'activité ..... Nom de l'entreprise .....

Abonnement souhaité

Normal  Spécial\*  France  Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an  2 ans Nombre d'exemplaires

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : [routage-abonnement@ecpad.fr](mailto:routage-abonnement@ecpad.fr)

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

# ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

# Des magistrats en stage dans un centre d'entraînement

**Dans le cadre d'un stage intitulé « Le militaire et le droit », des magistrats sont venus assister à une démonstration au Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (Cenzub) au camp de Sissonne. Objectif : leur permettre de mieux appréhender les spécificités du métier de militaire pour instruire ou juger les infractions commises par des soldats en service.**

« **N**os soldats sont intervenus à Sarajevo, Abidjan et Kaboul. De plus en plus, nous sommes amenés à intervenir en milieu urbain », déclare à son auditoire le colonel Hubert Legrand, chef de corps du Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (Cenzub) au camp militaire de Sissonne (Aisne). En face de lui, une vingtaine de magistrats venus assister en ce mois de mai à une démonstration d'entraînement des forces terrestres. La présentation, claire et détaillée, avait pour objectif de les aider à mieux appréhender la réalité du métier de militaire en opération extérieure. Les magistrats en exercice suivent au cours de leur carrière des modules de remise à niveau. C'est dans ce cadre que, depuis 2009, un stage de sensibilisation intitulé « Le militaire et le droit » est organisé conjointement par l'École nationale de la magistrature et la direction des affaires juridiques du ministère de la Défense avec le soutien important de l'état-major des armées (EMA). « Ils connaissent l'armée à travers les affaires pénales qu'ils sont amenés à traiter, mais n'ont souvent pas la connaissance de son fonctionnement. Nous voulions donc les sensibiliser au côté opérationnel des missions de nos forces armées et aux spécificités de ce métier de la fonction publique qui ne ressemble à aucun autre », explique Thierry Ramonatxo, magistrat colonel à la direction des affaires juridiques

au sein du Secrétariat général pour l'administration (SGA), à l'origine de la démarche.

Entre les cartouches de balles qui jonchent le sol et les rafales de tir des soldats venus s'entraîner ce jour-là, Carole Sayous, vice-présidente du tribunal de grande instance (TGI) de Marseille, découvre avec intérêt cette ville fantôme créée de toutes pièces pour s'entraîner. « Lorsque je suis face à un dossier, j'ai besoin de connaître le contexte. Nous avons toujours intérêt à nous informer. De la même façon que si j'avais à juger des mineurs il serait important de visiter des foyers d'accueil », précise-t-elle.

Un assaut vient d'être donné par les forces, non loin de là. Détonations, tirs au Famas... une phase offensive pour deux sous-groupements tactiques interarmes (SGTIA) qui s'em-

parent sous les yeux des magistrats d'un quartier de la ville face à une section de la Forad (force adverse). « C'est très impressionnant ! », réagit la vice-présidente du TGI de Marseille. Une visite très utile puisqu'elle est amenée régulièrement à instruire des affaires pénales ou à les juger en sa qualité de présidente de la chambre spécialisée en matière militaire. En effet, les infractions commises sur le territoire national par les militaires dans l'exécution du service sont de la compétence d'une trentaine de tribunaux de grande instance en France. Il s'agit là de juridictions de droit commun, qui comprennent une chambre spécialisée en matière militaire comme celle de Carole Sayous.

En revanche, les infractions commises en dehors du territoire national, notamment lors d'opérations extérieures, sont jusqu'à présent du ressort du Tribunal aux armées de Paris (Taap). La loi votée le 4 juillet et en cours de promulgation va prochainement transférer la compétence du Taap à une formation spécialisée en matière militaire auprès du tribunal de grande instance de Paris. « Un effort de formation tout particulier sera fait à destination de ses magistrats afin qu'ils prennent en compte les réalités de l'activité militaire en opérations extérieures », explique le magistrat colonel Thierry Ramonatxo. Ce que confirme Mario Agneta, substitut du procureur à Nice. Si dans le cadre d'un changement

Les infractions commises en Opex, actuellement du ressort du Tribunal aux armées de Paris, vont être bientôt de la compétence du TGI de Paris.



SÉBASTIEN DUPONT/ECPAD

**Le colonel Legrand présente aux magistrats en stage le centre d'entraînement en zone urbaine de Sissone.**

*d'affectation je suis amené à juger au sein d'une chambre spécialisée dans les affaires militaires, la rencontre d'aujourd'hui m'a permis de mieux comprendre leurs difficultés sur le terrain. »*

Mais le dialogue entre militaires et magistrats ne porte pas uniquement sur les affaires judiciaires de militaires en service. Le chef de corps du Cenzub a pu ainsi faire part aux magistrats d'une préoccupation qu'il rencontre fréquemment pendant l'exercice de son commandement. « J'ai abordé avec eux la question du divorce. Lorsque le juge fixe le montant d'une pension alimentaire, il tient compte de la solde touchée par le militaire lorsqu'il

est marié, explique le colonel Hubert Legrand, chef de corps du Cenzub. Or une fois le divorce prononcé le militaire perd les primes liées à l'état marital. J'ai ainsi des hommes qui ont perdu près de 40 % de leurs revenus après un divorce et se retrouvent dans des situations très problématiques. Cela doit être porté à la connaissance des juges. Ils ont d'ailleurs très bien réagi lorsque nous leur en avons parlé tout à l'heure. Cela montre combien il est important de les informer », précise le chef de corps, convaincu de l'importance d'ouvrir les portes du Cenzub aux magistrats. ■

**Clémentine Lerat**

## Rencontre avec les autorités militaires et la réalité opérationnelle

Le programme du stage comprend aussi la rencontre avec les états-majors, le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), des unités de la marine et d'autres services du ministère pour présenter toute la palette des missions des armées, y compris les opérations intérieures type Vigipirate (surveillance de sites

publics) ou Harpie (lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane). Tirant les enseignements des stages précédents, le contenu du prochain stage devrait évoluer et permettre aux magistrats, à leur demande, de rester plus longtemps sur le terrain, voire d'être mis en situation proche de la réalité opérationnelle.

**C'est à Mailly-le-Camp, dans l'Aube, que vient de se dérouler "Flandres", un exercice bi-national d'état-major de l'armée de Terre. C'est le premier résultat, dans le cadre de l'entraînement des forces, du sommet franco-britannique. Sommet qui s'est déroulé en novembre dernier pour développer le partenariat entre les deux pays en matière de Défense.**



# Exercice franco-britannique s

**L**eurs voitures ne roulent pas du même côté mais aujourd'hui ils s'entraînent côte à côte ; un peu plus de 1 000 militaires français et 450 Britanniques se sont réunis fin juin au Centre d'entraînement des postes de commandement (CEPC), à Mailly-le-Camp (Aube), pour participer à l'exercice Flandres 2011. Flandres, c'est avant tout la première concrétisation militaire du sommet franco-britannique du 2 novembre 2010 qui avait conduit les états-majors des deux nations à approfondir leur partenariat en matière de Défense. « *Nous avons tous pris conscience qu'on ne pouvait plus se déployer seul sur un théâtre d'opérations* », concède le major Stuart Nassé de la 7<sup>e</sup> brigade blindée britannique. La mutualisation des équipements et des hommes est devenue nécessaire, d'autant que Français et Britanniques se connaissent bien.

Membres permanent du conseil de sécurité des Nations unies, partenaires au sein de l'Union Européenne, alliés au sein de l'Otan, engagés côte à côte en Afghanistan et dans les opérations aéromaritimes menées en Libye, ils sont d'anciens partenaires. « *Nous avons les mêmes préoccupations de soldats et 80 % de nos procédures sont identiques* », souligne le général Chavancy, commandant de la 3<sup>e</sup> brigade mécanisée.

La nouveauté de l'exercice, qui s'est uniquement joué sur ordinateurs grâce à la simulation de combat interarmes pour la préparation interactive des opérations du CEPC (qui a permis de diviser les coûts de l'exercice par huit), réside dans la mise en place d'un commandement unique de forces terrestres. Cet entraînement joué sans gilet pare-balles mais avec quelques dictionnaires bilingues – toutes les communications s'effectuant dans la langue



JEAN-JACQUES CHATARD / DICO

**L'objectif, à terme, est de créer une force interarmées projetable.**

# ans précédent

de Shakespeare – a permis à une brigade française et une brigade britannique soutenues par une brigade logistique binationale de combattre sous un même commandement grâce à la mise en œuvre de procédures d'état-major et de solutions techniques innovantes. L'objectif à terme est de créer une force franco-britannique interarmées projetable (CJEF- Combined Joint Expeditionary Force). Ainsi, pendant l'exercice, les deux nations ont eu deux grands défis à relever : parler le même langage technique et faire en sorte que les systèmes de communication puissent se connecter. « *Nous devons nous assurer que les termes de missions que nous utilisons ont le même sens chez nous et chez nos partenaires. En lisant les mêmes ordres, nous devons comprendre la même chose* », explique le général Chavancy.

Mais avant cela, il fallait que les informations arrivent. Et ce

## Safir réduit les coûts

Egalement présent pendant l'exercice Flandres, le programme Safir (Support to Anglo-French Interoperability and Readiness) réunit des experts de la DGA (Direction générale de l'armement) et de son homologue britannique DSTL (Defence Science and Technology Laboratory) auquel s'étaient joints des industriels (Thales, MBDA, EADS Casidian).

Ses travaux visent à :

- améliorer le réalisme des exercices en ajoutant par exemple, les images d'un drone numérique.
- intégrer des simulations réalisées à distance. Ainsi un équipage d'hélicoptère Tigre basé à Istres pourra s'exercer sur son simulateur dans l'environnement d'un exercice multinational joué à des centaines de kilomètres.
- progresser dans la distribution des exercices. A terme chaque nation pourra rester dans ses infrastructures et participer à la même simulation sans avoir à se déplacer. « *L'entraînement "distribué" permettra une nouvelle réduction des coûts de 1 à 3* », précise l'ingénieur général de l'armement Alain Dohet.

n'était pas gagné. « *Rien n'est réuni pour que nos systèmes puissent se parler* », avait d'ailleurs lancé le général Charpentier, commandant les forces terrestres, lors de la présentation de Flandres 2011 à la presse.

Un outil a donc été élaboré pour veiller à ce que les données circulent entre les systèmes d'information français et britanniques : l'Information Transfer Cell (ITC). Tel un adaptateur de prise, la cellule conformait les messages britanniques pour les faire basculer sur le réseau français et inversement. « *Notre rôle était d'absorber les dommages collatéraux liés à l'interopérabilité* », a résumé le colonel Huyghues Despointes, commandant l'ITC. « *Nous sommes arrivés à transmettre la plupart des messages en quelques minutes, le plus long à mis 1 h 30 pour arriver, il s'agissait d'un ordre divisionnaire* », précise-t-il. Au cœur de la manœuvre, l'état-major de la force n° 3 (EMF3) de Marseille armait le poste de commandement de la division quand la 3<sup>e</sup> brigade mécanisée (3<sup>e</sup> BM) avait le rôle de joueur principal, aux côtés des Britanniques de la 7<sup>e</sup> brigade blindée (7<sup>e</sup> AB). La partie logistique opérationnelle étant prise en compte par un groupe de soutien binational (BNSG-Binational Support Group) constitué de la 1<sup>re</sup> brigade logistique de Montlhéry et de la 102<sup>e</sup> brigade logistique britannique.

En parallèle, une équipe binationale a été chargée de dresser un retour expériences sur l'interopérabilité des deux armées. Leur travail sera présenté à l'automne 2011 et permettra d'identifier les efforts à consentir pour pouvoir améliorer la capacité des deux pays à combattre ensemble.

■  
Samantha Lille

ANNE-LISE LLOUQUET

## 23/06 LE PREMIER MINISTRE VISITE LE SALON DU BOURGET

A l'occasion de sa visite au Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, le chef du Gouvernement, François Fillon, s'est rendu sur l'espace Défense accompagné notamment par Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants. Lors de son discours, le Premier ministre a déclaré à propos de l'A400M : « Je suis certain que cet avion permet-

*tra de répondre aux besoins opérationnels des armées de l'air dans le monde entier. »* Puis, au sujet du Rafale, il a souligné que « dans les opérations que nous menons actuellement en Libye aux côtés de nombreux pays, les qualités du Rafale et de ses armements sont reconnus et tout milite pour que nous accentuions nos efforts en matière d'exportation. »



R. PELLEGRINO/ECPAD



EMA/ECPAD

## 09/06 LE CEMA REÇOIT LE PRÉSIDENT DU COMITÉ MILITAIRE DE L'UE

En marge d'un colloque organisé par le Conseil économique de la Défense (CED), l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (Cema), a reçu le général suédois Syrén, président du comité militaire de l'Union européenne (CMUE). Ce comité est l'organe militaire suprême mis en place au sein du Conseil de l'Union européenne. Le CMUE est l'en-

ceinte de consultation et de coopération militaire entre les Etats membres de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des conflits et de la gestion des crises. Dans le cadre des échanges réguliers entre les autorités militaires françaises et de l'UE, l'entretien a porté sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et sur ses perspectives.

## 22/06 A400M : ACCORD DE COOPÉRATION POUR LE SOUTIEN EN SERVICE DES AVIONS

A l'occasion du Salon du Bourget, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet, a annoncé la signature par la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Belgique (qui signe aussi pour le Luxembourg) d'un accord cadre relatif au soutien en service de la flotte d'avions de transport A400M. Cet accord permettra aux pays parte-

naires de gérer ensemble la configuration et les évolutions faites sur les avions. Il assurera aussi la mise en place d'un partenariat franco-britannique pour la maintenance et les réparations. La Turquie, qui participe aussi au programme A400M, ratifiera cet accord dans les prochaines semaines. La France sera le premier pays à recevoir ces avions de transport dès 2013.



AIRBUS MILITARY 2009



R. PELLEGRINO/ECPAD

## 20-24/06 85<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL DE LA FONCTION MILITAIRE

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet, a présidé la séance plénière qui clôturait la semaine de travail du Conseil de la fonction militaire (CSFM). Les principaux sujets abordés lors de cette session ont été la condition militaire en opérations, les nouvelles grilles indiciaires des catégories B de la fonction publique et leur adaptation aux sous-officiers des armées et services, et la

création éventuelle de nouveaux Conseils de la fonction militaire, suite à la mise en place de nouveaux corps et statuts dans les armées. « La condition militaire progresse », a souligné le ministre, rappelant que celle-ci doit nécessairement s'adapter aux évolutions des conditions d'activité des militaires. La prochaine session du CSFM aura lieu en décembre 2011.

## 28/06 14-18 : PARTENARIAT DÉFENSE ET BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE POUR UNE GRANDE EXPOSITION

La direction de la mémoire du patrimoine et des archives (DMPA) du ministère de la Défense et la Bibliothèque nationale de France (BNF) s'associent pour concevoir une grande exposition de référence sur la guerre 1914-1918. « *A travers la commémoration des conflits du xx<sup>e</sup> siècle, notre politique vise à remplir trois fonctions essentielles de cohésion nationale, de trans-*

*mission et d'entretien du lien armée-nation* » a déclaré le directeur de la DMPA, Eric Lucas, lors de la première réunion d'organisation. Programmée pour le printemps 2014, l'exposition durera quatre ans. Dans différents lieux, elle mettra en valeur de nombreux fonds patrimoniaux afin d'éclairer la société et donner les clés pour comprendre comment « c'est arrivé ».



ECPAD



R. PELLEGRINO/ECPAD

## 29/06 MARC LAFFINEUR, NOUVEAU SEDAC

Sur la proposition du Premier ministre, le président de la République a nommé Marc Laffineur secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet. Depuis 2007, Marc Laffineur est

premier vice-président de l'Assemblée nationale. Docteur en médecine et anesthésiste-réanimateur, il est maire d'Avrillé (Maine-et-Loire) et député de la 7<sup>e</sup> circonscription du Maine-et-Loire (Angers-Gré) depuis le 12 juin 1988.

## 21/06 VLADIMIR POUTINE AU SALON DU BOURGET

Accueilli par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Premier ministre russe s'est d'abord rendu sur les espaces des industriels russes puis français. La visite de Vladimir Poutine s'est poursuivie dans le chalet de la Russie, d'où il a pu assister à des démonstrations en vol. Soulignant son attachement personnel aux activités aéronautiques et spatiales, il a offert

au musée de l'Air et de l'Espace du Bourget un buste de Youri Gagarine, premier homme à avoir voyagé dans l'espace, en 1961. Puis il a décoré trois spationautes français, Michel Tognini, Jean-Pierre Haigneré et Léopold Eyharts, de la médaille du Mérite dans l'exploration spatiale, en présence du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Paloméros.



OLIVIER RAVENEL/SIRPA AIR



J-B TABONE/SIRPA TERRE/ARCHIVES

## 29/06 AFGHANISTAN : LES JOURNALISTES LIBÉRÉS PRIS EN CHARGE PAR LA FIAS

Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, les deux journalistes de France 3 otages en Afghanistan depuis le 30 décembre 2009, ont été libérés le 29 juin. Ils ont été pris en charge sur la base opérationnelle avancée de Tagab par les soldats français de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) avant de rejoindre la France le 30 juin. A l'annonce de cette nouvelle,

le Premier ministre, François Fillon, a déclaré le même jour à l'Assemblée nationale : « *Depuis la première minute, tous les services de la République ont concouru à cette libération. Et je veux dire toute la gratitude qui est la nôtre pour ces hommes et ces femmes qui souvent dans l'ombre ont travaillé à cette libération en prenant beaucoup de risques personnels.* »



J.J. CHATAUD/DIGOD

# L'OUTRE-MER



La communauté ultramarine française est à l'honneur cette année en métropole. « *Ce que l'Année des outre-mer peut contribuer à éclairer tout au long de 2011, aux "six coins" de l'Hexagone comme partout en outre-mer, c'est la place ancienne de ces régions dans l'histoire de la France, leur présence établie depuis l'avènement de la République et de la citoyenneté, et la création d'identités culturelles spécifiques tissées des rencontres transocéaniques entre les deux, trois ou quatre continents de leurs origines, selon qu'elles se situent dans l'Atlantique, l'océan Indien ou le Pacifique.* »\* Ainsi Daniel Maximin, commissaire de « 2011, année des outre-mer », définit-il cet hommage.

A cette occasion, Armées d'aujourd'hui donne un éclairage sur l'apport, d'une part des outre-mer à la défense de la Nation, d'autre part de la Nation à ses îles éloignées. La rédaction a aussi recueilli le témoignage des hommes et des femmes ultramarins qui servent chaque jour leur pays et qui, pour certains, seront présents au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées, où la présence de l'outre-mer dans nos armées sera honorée.

\* [www.2011-annee-des-outre-mer.gouv.fr](http://www.2011-annee-des-outre-mer.gouv.fr)

---

DOSSIER PILOTÉ PAR ANNE-LISE LLOUQUET

---

# ET LA DÉFENSE

**Présentes dans les cinq zones d'outre-mer qui représentent 4% de la population française, les Forces de souveraineté concourent largement au rayonnement de la France.**



## Les forces de souveraineté, un

**L**es forces de souveraineté sont des forces militaires pré-positionnées sur les départements et collectivités d'outre-mer. Réparties sur cinq implantations : zone sud de l'océan Indien (La Réunion et Mayotte), Guyane, Antilles (Martinique et Guadeloupe), Polynésie française et Nouvelle-Calédonie qui couvre la collectivité de Wallis et Futuna, elles relèvent de cinq commandants supérieurs (COMSUP). Compte tenu des intérêts

de la France, de l'immensité des espaces sous juridiction nationale, de l'éloignement et de la relative faiblesse des moyens des autres administrations, les armées occupent outre-mer une place prépondérante et particulière.

L'outre-mer français, qualifié d'espace ultra-marin, se caractérise à la fois par l'insularité, hormis la Guyane, et une grande dispersion géographique avec des élongations à l'échelle de l'Europe. L'environnement naturel y est souvent exigeant

# Cadrage



La frégate française *Ventôse*, basée dans le port de Fort-de-France en Martinique.

J. PESCHEL/ECPAD

## outil stratégique

et les phénomènes climatiques marqués. Ces régions représentent 4 % de la population française, 18,8 % du territoire et 96 % des zones économiques exclusives (ZEE).

Si ces territoires ont connu des évolutions différentes, tous sont marqués par une fragilisation de leur contexte régional qui, dès lors, fait apparaître la France d'outre-mer comme un havre ou parfois un vecteur de stabilité. Par ailleurs, la défense de nos intérêts, ainsi que la préservation

des espaces essentiels à l'activité économique et la liberté des échanges, constituent l'un des défis majeurs de l'outre-mer.

Plus généralement, les forces de souveraineté contribuent outre-mer à trois des grandes fonctions stratégiques définies par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (LBDSN) : « protection », « connaissance-anticipation », « prévention » et dans une moindre mesure « intervention ». Dans le cadre de la fonction « protection », outre leur rôle militaire, les forces de souveraineté sont largement impliquées dans les missions de sécurité intérieure, de sécurité civile et de service public et, plus généralement, dans le soutien de l'Etat et des populations. En effet, les représentants de l'Etat (préfets et hauts-commissaires) trouvent en elles des capacités spécifiques complémentaires des autres moyens de l'Etat. En particulier, les armées contribuent, souvent de façon déterminante, à la lutte contre le développement de nombreux trafics qui portent atteinte à la sécurité (Caraïbes et Guyane) ou aux intérêts français (zone sud de l'océan Indien et Pacifique).

Par leur contribution au service militaire adapté (SMA), rattaché au ministère chargé de l'outre-mer (MOM), les armées soutiennent également la mission d'insertion de la jeunesse.

Par leur action de diplomatie de défense orientée vers la coopération avec les Etats voisins, les forces de souveraineté concourent largement au rayonnement de la France et à sa reconnaissance comme partenaire de nombre d'organisations régionales, le plus souvent en l'absence de tout autre pays européen.

La réorganisation en cours du dispositif des forces de souveraineté découle des priorités stratégiques fixées par le LBDSN ainsi que des principes de rationalisation liés à la révision générale des politiques publiques (RGPP). A terme, la réduction globale obtenue par cette réorganisation sera de l'ordre de 23% des effectifs actuels (10 000 militaires hors gendarmerie nationale et service militaire adapté), correspondant à un dispositif resserré réaliste au regard des orientations stratégiques de la France et des enjeux de

J. PESCHEL/ECPAD



### MARTINIQUE

Caporal-chef Maurice Salvador

Air

37 ANS, NÉ EN MARTINIQUE.

AGENT DE TRANSIT À  
L'ESCALE DE TRANSITS

AÉRIENS ET MARITIMES.

« J'ai toujours été attiré  
par ce qu'incarne

l'uniforme militaire, la  
discipline, le voyage...

Après mon service, ici  
au 33<sup>e</sup> RIMa, j'ai voulu  
aller en métropole. Etre

né en Martinique peut  
être un atout vis-à-vis de

la population locale.

Les Martiniquais sont  
fiers de voir un

garçon du pays devenir  
militaire et travailler  
pour le bien de l'île. »





l'outre-mer.

En particulier, le nouveau dispositif (voir schéma ci-contre) qui permettra aux forces de souveraineté de remplir efficacement les missions identifiées dans le Livre blanc est recentré sur les missions militaires tout en conservant la capacité d'intervenir en soutien de l'action de l'Etat dans les situations d'urgence. Il est organisé selon une logique de « théâtre », Caraïbes, Pacifique et océan Indien et doit aboutir à l'horizon 2012 :

Plus qu'en métropole, les moyens sont comptés et la recherche de synergie et mutualisations inter-ministérielles permettra d'optimiser les dispositifs.

- A la consolidation en Guyane, à La Réunion et, de manière plus limitée, en Nouvelle-Calédonie, de dispositifs militaires interarmées capables d'intervenir dans leur zone de responsabilité respective et comportant un, voire deux groupements tactiques inter-armes (GTIA) avec les moyens de projection aéromaritimes associés.

- Au maintien de points d'appui militaires aux Antilles et en Polynésie avec des dispositifs allégés, à dominante maritime, capables si besoin d'accueillir des renforts de métropole ou provenant des autres implantation des forces de souveraineté.

Cette nouvelle répartition des forces de souveraineté permet notamment :

- En Guyane, d'assurer la protection du centre spatial guyanais qui constitue un site d'intérêt majeur de la France, de lutter contre le pillage des ressources naturelles (orpaillage et pêche) et de fournir une capacité régionale d'intervention ;
- En zone sud de l'océan Indien, à partir de La Réunion et de Mayotte, de lutter contre de nouvelles menaces

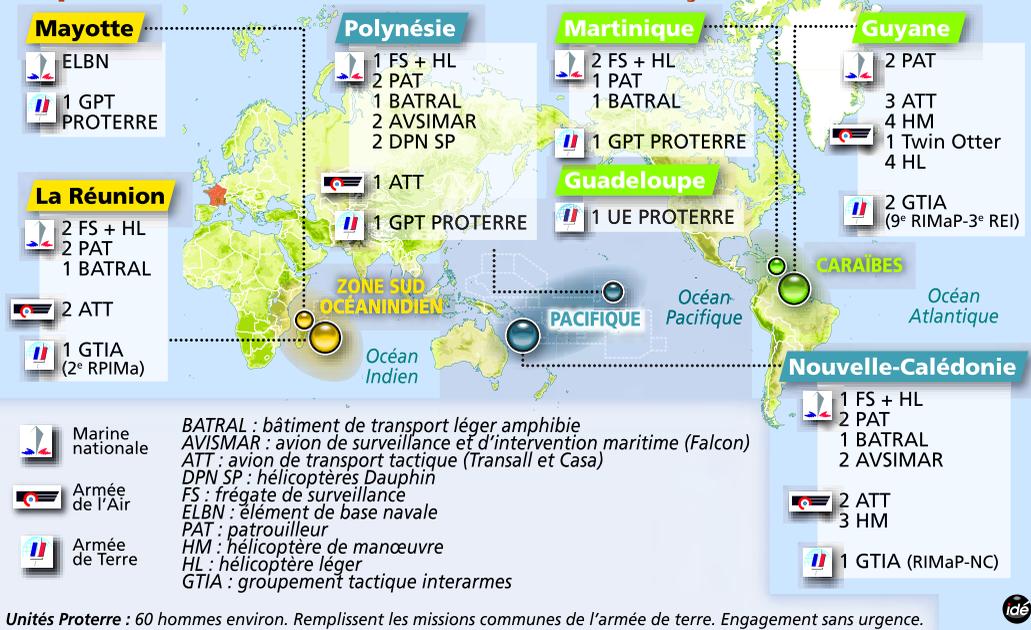
comme la piraterie ou l'immigration illégale, d'assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité (en particulier les îles Eparses et terres australes et antarctiques françaises (TAAF)) et de conserver une capacité régionale d'intervention rapide ;

**Déchargement de matériel d'un Transal C160 sur une plage de l'île française de Juan de Nova, au large de Madagascar.**



ADC DUBOIS/SIRPATERRE

## Dispositif des forces de souveraineté française à l'horizon 2020



J. PESCHEL/ECPAD



### GADELOUPE

Lt de vaisseau Linda Tanio-Calvaire

Marine

39 ANS, NÉE À PARIS,  
 FAMILLE ORIGINAIRE DE  
 GUADELOUPE. COMMANDANT-  
 ADJOINT NAVIRE (COMA-  
 NAV) SUR LA FRÉGATE DE  
 SURVEILLANCE "VENTÔSE".

« Je suis une îlienne. En tant que militaire, je trouve légitime que nous soyons inscrits de manière forte dans cette année de l'outre-mer. Je souhaite que cette année soit un rendez-vous avec tous les autres îliens. Notre pays nous regarde. Montrons ce que nous savons faire ! »

• En Nouvelle-Calédonie, d'assurer la surveillance de nos espaces sous juridiction nationale et de maintenir une capacité régionale d'intervention homogène susceptible d'être employée dans un



GILLES GUESQUIERE/SIRPA TERRE

cadre national ou par le biais d'accords de défense civile ou militaire avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis ;

• Aux Antilles et en Polynésie, de maintenir des moyens maritimes ou aéromaritimes à même d'exercer la souveraineté dans nos espaces (ZEE notamment) et de lutter contre le narcotrafic.

Parallèlement, l'adaptation du dispositif des for-

ces de souveraineté s'accompagne d'une rationalisation du soutien avec la création, comme en métropole, d'une base de défense (BdD) par territoire, dotée d'un groupement de soutien de base de défense (GSBdD).

Avec l'évolution en cours, les forces de souveraineté sont et resteront un outil stratégique dans la gestion des crises et un acteur majeur du service public outre-mer. Cette contribution essentielle des armées en cas de crise ne doit cependant pas masquer les efforts que les autres administrations doivent encore fournir pour reprendre à leur compte une partie des missions de service public. Plus qu'en métropole, les moyens sont comptés et la recherche de synergies et mutualisations interministérielles permettra d'optimiser encore les dispositifs outre-mer. Enfin, si les armées ont contribué à la sécurité et au développement de l'outre-mer, de nombreux ultramarins contribuent en retour, comme leurs aînés, à la défense de la France et du territoire métropolitain en particulier.

### Etat-major des armées

(1) Accords « Franz », France-Australie-Nouvelle Zélande de coopération dans l'optique de coordonner et de rationaliser l'aide civile et militaire aux Etats et territoires du Pacifique insulaires, victimes de catastrophes naturelles. Accords « QUAD » de défense France-Etats-Unis-Australie-Nouvelle Zélande.

**Par volonté d'assimilation et aussi reconnaissance pour le pays qui a aboli l'esclavage au XIX<sup>e</sup>, ces soldats venus des «vieilles colonies» se sont engagés dans les troupes françaises défendre une terre qu'ils ne connaissaient même pas.**



## Les combattants d'outre-mer

**D**urant les deux conflits mondiaux du XX<sup>e</sup> siècle, l'apport des soldats ultramarins fut déterminant pour l'armée française. L'engagement des hommes et des femmes nés dans ce que l'on appelle alors les « vieilles colonies » (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion) a une valeur hautement symbolique. Il témoigne de l'attachement aux valeurs républicaines portées par un pays qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, a aboli l'esclavage et fait des anciens esclaves des citoyens français. Dans leur volonté d'as-

similation à ce pays, ces nouveaux citoyens entendent avoir les mêmes droits et devoirs que les métropolitains. Quant aux habitants de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, même si leur histoire et leur situation administrative différaient, ils se sont aussi loyalement et massivement engagés dans les troupes françaises. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, des milliers de citoyens des « vieilles colonies » répondent à l'ordre de mobilisation, prêts à rejoindre une terre qu'ils n'ont jamais foulée. C'est la

## Histoire

DR

**GUYANE****Sindy Roul****Personnel civil de la Défense**

29 ANS, NÉE EN GUYANE.

CHARGÉE DU SUIVI FINANCIER

AU SERVICE HISTORIQUE

DE LA DÉFENSE.

« Mon père m'appelle la "domiène", car j'ai grandi dans trois départements. Je suis née en Guyane d'une mère martiniquaise et d'un père guadeloupéen. C'est une très bonne initiative que de mettre en valeur et de faire connaître l'outre-mer. J'ai déjà rencontré des personnes qui m'ont demandé quelle langue on parlait en Guyane ! »



Des soldats guadeloupéens du 2<sup>e</sup> Génie escortent des prisonniers allemands en partance pour Rouen.

MAURICE GROSCLAUDE/ECPAD

Verdun, le Chemin des Dames, et en Orient à partir de 1915, sur les fronts des Dardanelles et en Macédoine. D'abord intégrés dans les troupes coloniales (bataillons de tirailleurs et régiments d'infanterie coloniale), ces soldats sont versés dans les troupes métropolitaines et en Afrique du Nord. Plus de 1 400 Guadeloupéens, 1 700 Martiniquais, environ 300 Guyanais et 3 000 Réunionnais y perdent la vie. Leur valeur est saluée par leurs chefs : plus de 300 citations individuelles ont été obtenues par des soldats réunionnais ou guyanais, plus de 700 par des Martiniquais.

En Polynésie et en Nouvelle-Calédonie, les populations ne possédant pas encore le statut de citoyen français ne sont pas soumises à la mobilisation. Cela étant, des centaines de volontaires se présentent. D'ailleurs, au mois d'août 1914, deux croiseurs allemands se positionnent devant Papeete. La défense s'organise dans la hâte mais le lieutenant de vaisseau Destremau, à la tête des forces locales, met en déroute les deux navires après de violents échanges. En tout cas, le gouvernement recrute un bataillon de 500 soldats canaques à la fin de 1916, bientôt rejoint par un groupe de 500 Tahitiens. Intégrés au « Bataillon mixte du Pacifique – (BMP) », ces hommes reçoivent de rudes missions en 1918, d'intensité et d'importance égales à celles confiées aux meilleures troupes, alors que c'est leur baptême du feu. Le BMP participe à la défense de Compiègne, aux combats de l'Aisne et de Champagne. Près de 400 soldats y laissent la vie, plus de 300 autres sont décorés au front. Le BMP lui-même est cité à l'ordre de la 10<sup>e</sup> armée pour son comportement exemplaire. L'« impôt du sang » est une nouvelle fois payé à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale. Mobilisés en 1939, les soldats de l'Empire représentent une force non négligeable. Sur plus de cinq millions de mobilisés, 300 000 proviennent des « vieilles colonies ».

Les ultramarins joueront un rôle important après la défaite de la France au mois de juin 1940. Ils connaîtront la gloire au sein des Forces françaises libres (FFL) du général De Gaulle, qui avait d'ailleurs annoncé : « *Croyez-moi, moi qui vous*

## à l'honneur

première fois de leur histoire qu'ils se trouvent en situation de remplir ce devoir. Nombreux sont ceux qui, oubliés par l'administration, ne sont recensés sur aucune liste. Pourtant, des centaines d'hommes se portent volontaires, dont beaucoup trichent pour pouvoir s'engager.

Un rapport parlementaire de décembre 1924 chiffre les contingents ultramarins en Europe pendant la guerre à plus de 10 000 pour La Réunion, le double pour les Antilles et la Guyane. Ils combattent sur les théâtres les plus durs : la Somme,





*parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. [...] Car la France n'est pas seule ! [...] Elle a un vaste Empire derrière elle. »*

Les premiers à rallier les FFL sont la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, les 2 et 20 septembre 1940. Un corps expéditionnaire est rapidement constitué, le « Bataillon du Pacifique » de seconde génération. Le 21 avril 1941, un contingent de 300 hommes quitte Tahiti pour Nouméa où 300 autres soldats, Canaques notamment, se joignent à eux. Le Bataillon rejoint la Libye, passe son baptême du feu à Tobrouk puis s'illustre dans sa défense acharnée de Bir Hakeim en juin 1942 au sein de la 1<sup>re</sup> BFL de Koenig. Sa campagne se poursuit de l'Égypte à la Tunisie. En avril 1944, le Bataillon débarque à Naples, perce la ligne Gustav et entame sa campagne de France au sein de la 1<sup>re</sup> Division française libre (DFL), qui le mènera jusque dans les Vosges.

Aux Antilles et en Guyane, des voix s'élèvent rapidement pour rallier de Gaulle. Mais les gouverneurs locaux, favorables au régime de Vichy, exercent une forte pression. Si les insurrections débutent en Guyane en mars 1943 et aux Antilles entre mai et juillet 1943, à cette date plusieurs

**Le 14 juillet 1944, à Alger, le Bataillon de Marche des Antilles (BMA) constitué d'Antillais ayant rejoint les Forces françaises libres, défile devant le Général de Gaulle.**

## EXPOSITION EN HOMMAGE

Les Antilles et la Guyane sont restées pendant trois ans sous l'autorité de Vichy. Si des milliers de jeunes Antillais et Guyanais se sont exilés pour combattre en Europe, d'autres sont entrés en résistance pour libérer leurs îles du joug de Vichy. Elites politiques, intellectuels et simples citoyens ont multiplié manifestations, propagande anti-vichyste et coups de mains jusqu'au dénouement de l'été 1943. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) leur rend hommage à travers une exposition itinérante. Celle-ci est mise à disposition gratuitement pour toutes les institutions (établissements scolaires, préfectures, mairies...) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2011 et est disponible au sein des services départementaux de l'ONACVG.

Pour plus d'informations:  
Service communication de l'ONACVG : 01.49.55.62.77  
Internet : [onac-vg.fr](http://onac-vg.fr)



milliers d'Antillais sont déjà allés rejoindre les îles anglaises voisines de la Dominique et de Sainte-Lucie. Ces « dissidents », que l'on estime à environ 5 000, sont pris en charge par les recruteurs FFL. Après sélection, ils sont dirigés vers les États-Unis et le camp de Fort Dix. Guyanais et Antillais sont envoyés en Afrique, en septembre 1943, en tant que « Bataillon de Marche des Antilles n°1 ». Après avoir traversé le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, le BMA 1 est intégré à la 1<sup>re</sup> DFL au mois de décembre et devient le 21<sup>e</sup> groupe antillais de DCA. Il débarque à Naples le 3 mai 1944 et participe à tous les combats de la libération. Après Pontecorvo, Montefiascone, Bolsena, Hyères, Fresse, il se distingue en Alsace lors des combats d'Herbsheim et de Benfeld. Après la libération des îles, à l'été 1943, le BMA 1 est rejoint par les volontaires intégrés au BMA 5.



BRUNO BIASUTTO/DICOD

ECPAD

Des Antilles, celui-ci part pour l'Afrique. Rattaché à l'armée B, il débarque à Marseille le 15 septembre 1944 et participe à la campagne de France. Ses hommes combattent, en avril 1945, dans la poche de Royan, où leur valeur est saluée par une citation à l'ordre de la Division.

La Réunion n'est pas en reste. Soumise à la loi d'un gouverneur vichyste, la population de l'île demeure favorable au général De Gaulle, la Résistance s'organise. Tout s'accélère après la prise de Madagascar par les Anglais le 5 novembre 1942. Le 28 novembre, le navire de guerre des Forces navales françaises libres (FNFL) *Léopard* prend le contrôle du port puis de la ville. Des volontaires se pressent pour poursuivre la lutte, partent sur le *Léopard* ou rejoignent le 1<sup>er</sup> Régiment blindé de fusiliers marins de la 2<sup>e</sup> DB et combattent jusqu'en Allemagne.

Le panorama de la participation des troupes ultramarines à ces hauts faits ne serait pas complet si l'on passait sous silence le parcours de centaines de combattants engagés individuellement ou par petits groupes au sein des Forces aériennes françaises libres, des Forces navales ou des Cadets de la France Libre.

En cette année célébrant l'outre-mer, un juste hommage doit être rendu à ces dizaines de milliers d'hommes et de femmes, qui, bien que séparés de la métropole par des milliers de kilomètres, furent toujours au premier rang des combattants de la liberté, faisant la fierté de leurs chefs et de la nation. ■

**Thomas Pouty**  
**Chargé de mission Mémoire**  
**Office national des anciens combattants et victimes de guerre**



**TAHITI**

**Caporal-chef Georges Burns**

Terre

26 ANS, NÉ À TAHITI

ÉCOLE DE L'AVIATION LÉGÈRE

DE L'ARMÉE DE TERRE.

« Dire qu'on vient de Tahiti éveille forcément la curiosité chez vos interlocuteurs ! Du coup ça favorise le contact, car moi aussi je suis curieux. Je vais avoir la chance d'être sur les Champs-Élysées pour le 14 juillet. C'est très symbolique de rassembler toutes les ethnies du Pacifique pour cette fête nationale. Je suis très fier de pouvoir y participer. »

**Créé il y a cinquante ans, le Service militaire adapté (SMA) a conservé sa vocation « éducative ». Entretemps, l'accent a aussi été mis sur l'entrée des jeunes dans la vie active. Plus que jamais, ces objectifs sont à l'ordre du jour.**



## Enseigner le savoir-être et le

« **G**arde à vous ! » Tenue de sport et baskets aux pieds, une vingtaine de jeunes sont alignés devant le chef de section pour l'appel et le briefing quotidien. Il est 5 h 30 et, sur le camp de Saint-Jean-du-Maroni, dans le Nord-Ouest de la Guyane française, le soleil se lève à peine. Après la séance de sport matinale, chacun rejoindra son atelier de formation. Ces jeunes

sont des volontaires stagiaires du Régiment du service militaire adapté de Guyane (RSMA-G). Jusqu'ici en situation d'échec scolaire, ils vont apprendre pendant dix à douze mois un métier grâce à ce dispositif spécifique aux territoires et départements d'outre-mer. Ils pourront ainsi reprendre une formation qualifiante ou s'insérer dans la vie active, localement ou en métropole. Les régiments du service militaire adapté



## SMA

DR



**MAYOTTE**

**1<sup>re</sup> classe Taihirou Said**

**Terre**

**27 ANS. NÉ À ACOUA,**

**À MAYOTTE. ENGAGÉ**

**VOLONTAIRE AU 2<sup>e</sup> RIMA.**

**BLESSÉ EN AFGHANISTAN**

**EN AVRIL.**

« Je suis très content de cette reconnaissance de la France d'outre-mer lors du défilé du 14 Juillet. Je sers dans un régiment troupes de Marine avec une forte proportion d'ultra-marins. Cette mise à l'honneur rappelle que la France ne s'arrête pas à la métropole et que le sentiment national est fort dans les territoires et départements d'outre-mer. »



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

qui n'avaient pas l'occasion d'aller en métropole faire leur service national et devaient contribuer à leur éducation, et donc au développement du territoire. » Depuis la suspension de l'appel sous les drapeaux en 1997, le SMA a continué sa mission au profit de jeunes se portant volontaires. Tout comme le reste de l'outre-mer français, la Guyane connaît une situation sociale et économique fragile et l'emploi des jeunes constitue une clé du développement économique local. Le taux de chômage est deux fois plus important qu'en métropole (21 % en 2010) et le taux d'illettrisme reste très pénalisant pour décrocher un emploi. Dans ce contexte, la formation professionnelle est un des piliers de l'économie du territoire.

« Nos stagiaires, garçons et filles, ont entre 18 et 26 ans et souscrivent un contrat de volontariat militaire, ajoute le colonel. 70 % n'ont pas de diplôme, 30 % à 40 % sont illettrés. Notre mission principale est de les aider à se resocialiser et à trouver un emploi. » Pendant les dix à douze mois de leur formation, les jeunes stagiaires s'impliquent dans un double apprentissage, éducatif et professionnel. Ils vont apprendre les règles de vie et le savoir-être intrinsèques au cadre militaire et acquérir des savoir-faire techniques. Au sein du SMA, la vie quotidienne est organisée comme dans un régiment en métropole. « Nous tenons absolument à cet apprentissage éducatif militaire, précise le capitaine Vincent Beurel, commandant d'unité de la 1<sup>re</sup> compagnie de formation professionnelle. La rigueur et le cadre réglementaire imposés en début d'incorporation donnent au jeune un état d'esprit positif. Il retrouve la motivation à faire les choses et s'adaptera plus facilement à la vie professionnelle. L'apprentissage commence dès le matin avec le réveil, les rassemblements, le fait de savoir se présenter, se conduire en société, parler aux autres avec respect. »

Les savoir-faire techniques sont enseignés dans 17 métiers du BTP, de la mécanique, de l'éco-tourisme, de la sécurité, de la restauration, du transport ou dans le secteur tertiaire. Ils sont

## savoir-faire

(SMA), organismes de formation encadrés par des personnels militaires, sont placés sous la double tutelle des ministères de l'Outre-mer et de la Défense. « Les régiments du SMA ont été créés il y a cinquante ans aux Antilles et en Guyane, explique le colonel Frédéric Pichon, commandant le régiment du service militaire adapté de Guyane. Ils s'adressaient sans distinction à tous les jeunes Antillais et Guyanais





transmis par des moniteurs qualifiés d'Engagés volontaires du service militaire adapté (EVSMA). Recrutés par le biais des Centres d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) pour leurs compétences professionnelles, majoritairement issus du monde civil, ils sont les chevilles ouvrières du SMA. 67 % d'entre eux viennent de métropole. Avant de signer leur contrat d'engagement et de partir outre-mer, ils doivent suivre trois mois de formation militaire initiale au 21<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de Fréjus (Var), puis un stage de formation pédagogique de trois mois dispensé par l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) à Fontenay-le-Comte (Vendée).

Le caporal-chef Cédric Piveteau, moniteur mécanique petits engins, est en poste au RSMA-G de Saint-Jean-du-Maroni depuis août 2010. Après une dizaine d'années d'expérience en mécanique dans le civil, il a été recruté en métropole et encadre aujourd'hui une dizaine de jeunes stagiaires. *« Je suis venu chercher une expérience professionnelle en tant que formateur. En plus de mon expérience en mécanique, j'avais également travaillé dans un lycée professionnel comme assistant d'éducation pendant une année. Cette expérience de moniteur au SMA va valoriser mon parcours professionnel. J'aimerais en effet devenir formateur pour adultes ou professeur. »*

Le caporal-chef Olivier Torteau est moniteur

mécanique automobile. Après presque cinq ans, son contrat d'EVSMA touche à sa fin. *« Avant d'être formateur ici, j'ai été garagiste pendant dix ans. Aujourd'hui, c'est pour moi une réelle satisfaction d'aider ces jeunes en difficulté, de leur apprendre un métier, de leur transmettre mon savoir-faire. J'aimerais pouvoir renouveler cette expérience outre-mer. »*

Les échanges avec la métropole sont aussi profitables pour les stagiaires du SMA, pour poursuivre des études, voire pour être embauchés. Tatiana, 24 ans, et Nathalie, 18 ans, sont en formation « Aide Guide Accompagnateur » : *« On aimerait pouvoir décrocher un emploi de guide touristique en métropole après notre formation, en particulier à Paris ! »*

L'année dernière, sur les 64 % de jeunes qui ont trouvé un travail suite à leur passage au RSMA-G, 11 % l'ont trouvé en métropole. *« Avec le projet SMA 6 000 (voir encadré), ces échanges s'intensifieront dans les mois et les années à venir, prédit le colonel Frédéric Pichon. Le SMA est maintenant connu et reconnu outre-mer, mais il doit encore conquérir un espace d'insertion en métropole. »* A compter de cet été, le RSMA-G accueillera en effet, outre les volontaires stagiaires non diplômés, des filières longues de huit à douze mois, des jeunes déjà diplômés mais sans emploi pour des périodes de formation de six mois.

■ **Eléonore Krempff**

## VERS UN DOUBLEMENT DE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL

Le service militaire adapté (SMA) compte aujourd'hui sept unités dans les DOM-TOM (Antilles, Guyane, La Réunion, Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Polynésie) et une à Périgueux créée en 1995 pour favoriser l'insertion des jeunes ultramarins en métropole.

### Le projet « SMA 6000 »

Le président de la République annonçait, en février 2009, le doublement en trois ans de la capacité de formation du service militaire adapté. Jusqu'alors, le SMA formait environ 3000 volontaires chaque année dans ses sept régiments stationnés outre-mer. *« Le projet SMA 6000 ne peut réussir qu'avec l'engagement de nouveaux partenaires métropolitains : MEDEF, PME..., note le colonel Frédéric Pichon, commandant le régiment du service militaire adapté de Guyane. Car il nous faut conquérir de nouveaux espaces d'insertion et envoyer nos stagiaires sur des formations complémentaires, des contrats en alternance ou encore des emplois directs... »*. Après cinquante ans d'existence, le SMA a désormais la double fonction de structure de rééducation et d'école de formation professionnelle.

L'année dernière, sur 1980 jeunes sortis de formation, 1490 ont réussi leur insertion en trouvant un travail ou en poursuivant leurs études dans leur département d'origine ou en métropole.

## Général Dominique Artur, commandant du service militaire adapté, détaché au ministère de l'outre-mer

« Depuis 2008, le taux d'insertion des jeunes est supérieur à 75 %. Nous souhaitons le voir demeurer à ce niveau. »

### Le service militaire adapté fête son cinquantième anniversaire cette année, quel bilan en tirez-vous ?

Tout d'abord, un chiffre. Depuis 1961, 130 000 jeunes ultramarins sont passés par les rangs du SMA. En cinquante ans, ce dispositif a connu de grands changements liés, d'une part à l'évolution des armées et d'autre part, à celle de la formation continue. A ses débuts, le SMA devait permettre aux jeunes en difficulté d'effectuer leur service militaire tout en développant des compétences professionnelles. Au moment de la réforme des armées actée en 1996, il avait été question de supprimer ce service militaire dit adapté. Cependant, les élus d'outre-mer ont obtenu que le SMA demeure. Celui-ci a été maintenu, mais avec d'autres modalités. Les conscrits sont ainsi devenus des volontaires. Le SMA recrute aujourd'hui ses jeunes et fait en sorte de les insérer dans la vie active, soit par le biais d'un contrat d'embauche, soit par une entrée en formation professionnelle certifiante. Outre-mer, le SMA est l'opérateur étatique qui permet aux jeunes en phase de désocialisation de reprendre confiance en eux afin de devenir des citoyens responsables et actifs.



MINISTÈRE DE L'OUTRE-MER

### Que viennent chercher ces volontaires ?

Ces jeunes ultramarins sont souvent en panne d'avenir mais ils sont motivés. Certains sont des blessés de la vie. Ils ont connu l'échec scolaire et parfois social, et n'ont qu'une envie : reprendre pied. Et cela grâce au regard bienveillant de ceux qui les encadrent. Ils viennent aussi chercher des atouts pour pouvoir redémarrer dans la vie, comme le permis de conduire et le certificat

d'aptitude personnelle à l'insertion, mais surtout, ils veulent acquérir un savoir-être.

### Une expérience également marquante pour l'encadrement ?

Les cadres prennent en effet leur mission très à cœur. Ils acceptent une forte remise en question personnelle pour accompagner ces jeunes. Ce sont des postes exigeants où il faut montrer une grande capacité d'écoute. Mais ils sont conscients que c'est pour eux une très belle école du commandement. C'est aussi l'occasion d'approcher une autre culture et d'être régulièrement en contact avec le monde de l'entreprise. Des expériences qu'ils n'auraient sans doute pas l'opportunité de vivre en métropole.

### Quels sont aujourd'hui les défis du SMA ?

Depuis un an et demi, le SMA est en plein développement. Non seulement nous avons l'objectif de doubler le nombre de bénéficiaires d'ici à 2014, mais nous allons nous ouvrir à un nouveau public : les jeunes chômeurs déjà certifiés professionnellement mais qui se trouvent en fin de droits et en voie de marginalisation. En outre-mer, près de 40 % des 18-25 ans sont au chômage. Enfin, nous devons relever le défi de développer le SMA tout en maintenant le taux d'insertion de ces jeunes, sur lequel nous sommes jugés. Depuis 2008, il est supérieur à 75 % et nous souhaitons le voir demeurer à ce niveau.

### Rendez-vous donc le 14 juillet...

Les volontaires seront en tête des troupes à pied. Un symbole fort pour ces jeunes qui, en majorité, découvriront la métropole pour la première fois. En défilant devant les plus hautes autorités du pays, ils vont pouvoir montrer toute la fierté qu'ils ont d'avoir choisi cette voie. L'après-midi, ils iront à la rencontre du public place de la Nation.

Propos recueillis par Samantha Lille

J. PESCHEL / JECPAD



NOUVELLE-CALÉDONIE

Second-Maître Jean-Yves Rolland

Marine

33 ANS. NÉ AUX NOUVELLES-HÉBRIDES (ANCIEN TERRITOIRE FRANÇAIS DEVENU LE VANUATU EN 1981). ADJOINT AUX CHEFS DE CUISINE SUR LE "GERMINAL".

« M'engager dans la Marine était l'occasion de quitter mon "petit caillou". Mais en métropole, mes collègues me parlaient tout le temps de la Nouvelle-Calédonie, ravivant le mal du pays. J'ai eu de très belles affectations tout au long de ma carrière, mais si on me propose un poste dans le Pacifique, je signe direct ! »



**A la croisée des routes de la production et de la consommation de la drogue, les Caraïbes sont une plaque tournante pour les trafiquants.**

**La Marine est sur le pont, notamment avec les frégates « Ventôse » et « Germinal ».**

# La Marine contre la poudre

**L**es plages de sable blanc, les palmiers, la mer turquoise et... le narcotrafic. Les Caraïbes sont un point de passage du trafic de stupéfiants des zones de production, en Amérique latine, aux centres de consommation, vers l'Amérique du Nord et l'Europe. « A partir de la coca cultivée en Colombie, au Pérou ou en Bolivie, et en dépit des efforts gigantesques entrepris par ces pays pour en limiter la production,

ce sont 1 500 tonnes de cocaïne qui seraient produites tous les ans, note le contre-amiral Loïc Raffaëlli, commandant supérieur des forces armées aux Antilles. Plus du tiers est destiné à l'Europe. Il suffit de regarder une carte pour comprendre que l'archipel des Antilles françaises occupe une situation stratégique dans la lutte contre le narcotrafic. » Les autorités françaises en Guadeloupe, en Martinique, à Saint-Barthélemy et Saint-Martin

## Narcotrafic



**Prise de 600 kg de drogue par le Ventôse lors d'une mission Narcops au large de Fort-de-France.**

SERGE CHARMOILLAUX/MARINE NATIONALE

marines ou les gardes-côtes des pays riverains, en vertu d'accords bilatéraux ou internationaux, poursuit le contre-amiral. Nos opérations sont menées dans le respect du droit, sous contrôle de l'autorité judiciaire, aussi bien en ce qui concerne la réglementation et les conventions internationales que la rétention des suspects. En effet, en cas d'arrestation, un juge des libertés ayant à sa disposition un interprète pour s'entretenir avec les détenus est mandaté afin que les procédures soient respectées. »

La participation des militaires dans la lutte contre le narcotrafic s'opère dans un cadre interministériel de mission de police en coopération avec les services de police et de douane. Mais ils demeurent sous le contrôle opérationnel du commandement militaire, commandant supérieur (COMSUP) des forces de souveraineté aux Antilles par délégation du chef d'état-major des armées. La planification et le suivi de leurs missions sont assurés par le centre d'opérations interarmées des Antilles (CENTOPS). « Ces missions peuvent prendre la forme de patrouilles de surveillance planifiées ou inopinées, coordonnées avec d'autres moyens nationaux ou internationaux. Il peut s'agir également d'interceptions de trafiquants à partir de renseignements d'origine nationale, via l'OCRTIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) ou étrangère, explique le commandant du Centops. Les règles d'emploi des moyens militaires sont fixées par le CPCO (Centre de planification et de conduite des opérations) de l'état-major des armées, même quand ces derniers agissent dans le cadre de l'action de l'Etat en mer, sous l'autorité du Premier ministre (par l'intermédiaire du secrétariat général de la Mer). Dans tous les cas de figure, ils restent placés sous le commandement opérationnel du Cema. »

La lutte contre les narcotrafics ne se fait pas de manière isolée. « Nous avons beaucoup d'échanges avec nos partenaires et alliés à travers un organisme régional, la Joint Interagency Task Force-South (JIATF-S), basée à Key West, en Floride », explique le commandant du Centops. Le JIATF-S coordonne la lutte de 13 pays, dont 4 européens, contre le

BRUNO BIASUTTO/DICOD



**WALLIS**

**Caporal-chef Joachim Kiteau**

Terre

28 ANS, NÉ À WALLIS.

SOLDAT AU 126<sup>e</sup> RÉGIMENT  
D'INFANTERIE.

« L'année de l'outre-mer, c'est un beau cadeau qu'on nous fait. Avec la sélection de rugby "XV du Pacifique" nous allons présenter le hakka devant la tribune présidentielle. Nous sommes une minorité en métropole. Par le biais du 14 Juillet nous souhaitons rendre hommage à notre culture et à nos anciens. Ils nous ont tracé le chemin que nous continuons à suivre aujourd'hui. »



# blanche

participent activement en s'appuyant sur les forces de souveraineté dans cette zone.

« Chaque ministère concerné par la lutte contre le narcotrafic fournit des moyens selon ses capacités opérationnelles. Par les moyens de la Marine nationale, la Défense est la seule à disposer d'une capacité maritime hauturière. Ses frégates de surveillance permettent d'intervenir sur toute la zone de transit des trafiquants, en lien étroit avec les



narcotrafic. « Nous avons également des coopérations bilatérales avec la Colombie, la République Dominicaine, le Mexique, le Venezuela. Tous les pays de l'arc antillais contribuent activement à cette lutte. » Tous ces pays participants doivent adapter en permanence leurs moyens et leurs procédures pour contrer les tactiques des trafiquants, qui ne cessent d'évoluer. Parmi les développements récents pour transporter la drogue figurent l'utilisation des sous-marins, de conteneurs masqués dans un flux de marchandises et d'hélicoptères volant à basse altitude.

moyens sont bien adaptés à la lutte contre le narcotrafic et nous sommes pratiquement seuls à avoir ces spécificités dans la mer des Caraïbes. Le JIATF-S nous a reconnu cette spécificité d'intervention en tout temps par l'attribution de la certification "AUF (Airborn Use of Force) capable day and night." » La FS *Ventôse* affiche ainsi le plus beau tableau de chasse de la mer des Caraïbes. « Nous sommes la bête noire des narcotrafiquants dans cette partie du globe ! », ajoute le commandant.

Déployé aux Antilles début décembre 2010, le *Germinal* complète l'action du *Ventôse*. « La FS

*Germinal* est plus spécialisée dans l'arraisonnement des 'slow moover' (navires lents), commente son commandant. Nous ne disposons pas des mêmes capacités que le *Ventôse*. Notre spécialité, ce sont les cargos, chalutiers ou voiliers qui peuvent transporter de manière illicite de grosses quantités de stupéfiants. Notre équipe de visite a été formée par les douanes à la recherche de caches sur les bateaux de commerce. Cela nous a ainsi permis de découvrir sur un petit navire de pêche vénézuélien, le *Titan*, plus de 3,6 tonnes de cocaïne dissimulées dans ses réservoirs ! »

Depuis le début de l'année les forces armées aux Antilles

ont ainsi saisi près de 8 tonnes de cocaïne en mer des Caraïbes par les frégates *Ventôse* et *Germinal*. Ces saisies ont été possibles grâce à des coopérations internationales, mais aussi inter-administrations. Les huit tonnes de cocaïne saisis ont été détruites par incinération. « Chaque prise modeste ou importante est une victoire contre les trafiquants et pour nos sociétés », conclut le contre-amiral Loïc Raffaëlli. ■

**Carine Bobbera**

**1 500 tonnes de cocaïne seraient produites tous les ans à partir de la coca cultivée en Colombie, au Pérou et en Bolivie.**



MARINE NATIONALE

Grâce à des coopérations internationales, mais aussi inter-administrations, 8 tonnes de cocaïne ont été saisies depuis le début de l'année.

Les forces françaises, avec les frégates de surveillance (FS) *Ventôse* et *Germinal*, consacrent dans la mer des Caraïbes plus de 150 jours par an aux opérations anti-droque. « Le *Ventôse* s'est spécialisé dans l'arraisonnement des go fast (embarcations rapides), explique le commandant de la frégate. Nous sommes capables d'intercepter de jour comme de nuit les narcotrafiquants grâce en particulier à l'hélicoptère *Panther* et à nos détachements de commandos Marine embarqués. Nos

Kourou

# Le site spatial en Guyane sous bonne garde

DANIEL PAYET



LA RÉUNION

Général de division Pascal Valentin

Air

52 ANS, NÉ À SAINT-DENIS

DE LA RÉUNION. DIRECTEUR

DE L'ÉCOLE DE GUERRE.

« On dit souvent que

la Réunion est un *melting**pot* car ses habitants

sont habitués à vivre

dans la diversité et sont

tournés vers les autres.

Je pense que ces traits

généraux m'ont

accompagné tout au long

de ma carrière.

Nos compatriotes

métropolitains doivent

prendre conscience

de la chance que les

DOM-COM constituent

pour notre pays. »

port spatial de la France et de l'Europe, argumente Joël Barre, le directeur du Centre national d'études spatiales (CNES). *C'est un atout stratégique qu'il faut protéger : le CNES est chargé de la sécurité en interne et les Forces armées en Guyane sont responsables de la sécurité externe.* »

Au total, les militaires sécurisent une zone de 700 km<sup>2</sup>, environ sept fois la surface de Paris. A pied, en 4x4 ou en véhicules chenillés,

en quads ou en kayaks, les légionnaires du 3<sup>e</sup> Régiment étranger d'infanterie (REI) effectuent des patrouilles. Ils assurent une présence dissuasive, même dans

les endroits les plus inaccessibles de la forêt, de la mangrove ou des marais alentour. « *En Guyane, la physionomie du terrain est difficile. Les chenillettes BV 206 nous permettent de nous écarter des axes goudronnés et de patrouiller sur les pistes ou en zone marécageuse, commente le capitaine Renaud Voyer, commandant la 3<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> REI. Avec les kayaks ou les pirogues, nous pouvons remonter les criques situées au nord des ensembles de lancement, patrouiller sur les cours d'eau et tenir le terrain malgré l'étendue de la forêt.* » Le régiment s'assure ainsi que personne ne circule dans la zone non protégée aux abords du site spatial.

La compagnie d'appui du 3<sup>e</sup> REI – armée par des compagnies qui se succèdent tous les quatre

**Située entre la forêt amazonienne et l'océan, la base est sous protection des Forces armées en Guyane, qui disposent de moyens de surveillance terrestres, aériens et maritimes.**

**L**e compte à rebours a démarré. 5, 4, 3, 2... Les propulseurs rugissent et la terre tremble sur des kilomètres. La fusée est en route pour mettre en orbite un nouveau satellite de télécommunication. Sur le pas de tir du lanceur Ariane 5, au centre spatial de Kourou, en Guyane, la tension retombe. Pour les équipes scientifiques et techniques, mais aussi pour les Forces armées en Guyane (FAG) déployées depuis deux jours. Issus des trois armées et appuyés par les gendarmes, ces militaires ont notamment pour mission permanente de protéger le Centre spatial guyanais (CSG). Pendant les campagnes de tir, le dispositif de sécurisation est renforcé.

Chaque année en moyenne six campagnes sont organisées. « *Le Centre spatial guyanais est le*



Avec l'arrivée cette année du lanceur russe Soyouz, le périmètre de sécurité sera étendu et les moyens de protection renforcés.



JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD



mois – dispose de moyens sol-air placés en plusieurs points d'observation, avec des capacités de tir jour-nuit et tous temps. « La compagnie d'artillerie sol-air est composée de postes de tir de missiles Mistral répartis sur tout le CSG et de pièces de canons antiaériens de 20 mm, pré-

cise le capitaine Benoît Pons, officier adjoint de la compagnie d'appui. *En plus de notre capacité de tir, nous avons des moyens de surveillance améliorés, notamment les caméras thermiques.* »

Les moyens sol-air sont placés sous le

## DES CONDITIONS IDEALES

Le Centre spatial guyanais offre des conditions idéales pour le lancement d'engins spatiaux. Sa position proche de l'équateur permet d'augmenter la capacité d'emport des lanceurs de façon significative. C'est une des raisons pour lesquelles les Russes ont choisi Kourou pour leur mythique Soyouz. « Ici, près de l'équateur, là où la Terre tourne le plus vite, les lanceurs bénéficient d'une impulsion supplémentaire leur permettant d'emporter une charge utile supérieure à ce qu'ils pourraient lancer à un autre endroit du globe, explique Joël Barre, directeur du Centre national d'études spatiales (CNES). Soyouz pourra ainsi mettre en orbite un poids de 50 % plus élevé que s'il avait été lancé depuis Baïkonour. »

De plus, il est possible d'orienter les tirs, soit vers l'Est (pour les satellites géostationnaires), soit vers le Nord (pour les satellites d'observation), c'est-à-dire au-dessus de zones non habitées.



ÉCOLES DE SAINT-CYR COÛTOUDAN



## GUADELOUPE

Élève Officier Samuel Jocsan

Terre

21 ANS, NÉ EN GUADELOUPE

ÉLÈVE OFFICIER À L'ÉCOLE

SPÉCIALE MILITAIRE DE ST

CYR

Vainqueur du jeu

télévisé « Questions pour

un champion, spéciale

Grandes Ecoles » 2011.

« L'outre-mer est une chance pour la France.

Je suis convaincu que

mes origines ne sont pas

qu'un simple détail dans

ce métier. Et je suis fier

d'avoir pu porter si haut

les couleurs de mon

école, de mon armée et

de ma communauté lors

de ce jeu télévisé ! »

commandement de la Haute Autorité de défense aérienne (HADA), qui assure la souveraineté nationale de l'espace aérien français. Les postes de tir forment, avec les hélicoptères et le radar du Centre de contrôle militaire (CCM), une bulle de protection aérienne.

Implanté au cœur du centre spatial, à quelques kilomètres des ensembles de lancement Ariane, le CCM est, en cas d'alerte, un véritable centre décisionnel. Les Puma et Fennec de l'Escadron d'hélicoptères outre-mer (EHOM) se tiennent prêts à décoller à tout moment pour intercepter, dérouter, voire détruire un appareil intrus. Selon le niveau de menace, des avions de chasse et un avion de surveillance Hawkeye peuvent également renforcer le dispositif. « Si l'avion n'obtempère pas à nos premières mises en garde radio, on monte en gradation, commente le colonel Inaky Garcia Brotons, commandant des Forces aériennes en Guyane

et Haute Autorité de défense aérienne. *On peut procéder à des contraintes d'itinéraires ou des tirs de semonce. Ensuite, selon la catégorie de l'aéronef et son comportement, s'il est hostile ou armé, nous sommes habilités à le détruire sur autorisation du Premier ministre.* »

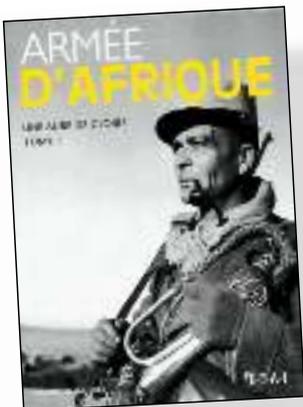
En mer, un patrouilleur et une vedette de la gendarmerie maritime s'assurent de la sécurité des approches maritimes et évacuent les derniers pêcheurs égarés. Un avion de surveillance, le Falcon 50 M, peut également venir renforcer le dispositif. Avec l'arrivée cette année du lanceur russe Soyouz sur le centre spatial, le périmètre de sécurité sera étendu et les effectifs déployés pour assurer la protection du site accrus.

Une compagnie du 9<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de Marine assurera bientôt, sous commandement du 3<sup>e</sup> REI et aux côtés des légionnaires, la protection externe du site. ■

**Eléonore Krempff**

## ARMÉE D'AFRIQUE Une aube de gloire, tome 1

Premier volet d'une histoire générale de l'armée d'Afrique, cet ouvrage évoque la réorganisation progressive du corps expéditionnaire français qui débarqua en Algérie en 1830. Confrontées aux rigueurs du climat, harcelées par un ennemi ignorant le formalisme des manœuvres



d'école, les troupes françaises seront rapidement contraintes d'inventer un ensemble d'unités et de dispositifs tactiques jusqu'alors inconnus en Europe. Ainsi naîtront les

Spahis, les Turcos, les Zouaves, la Légion étrangère, les Chasseurs d'Afrique, qui resteront dans la mémoire populaire les principaux acteurs de l'entreprise coloniale. Ce premier tome couvre la période de 1830 à 1852. Les deux suivants – *L'Empire triomphant, 1852-1939* et *Les dogmes que l'on abat, 1939-1962* – sont à paraître.

**Pierre Dufour, éd. E-T-A-I, 192 p., 46€**

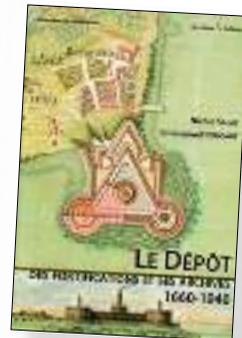
## L'OPÉRATION AGAPANTHE EN IMAGES

**AGAPANTHE 2010**

**L'état-major des armées vous propose de retrouver, ce mois-ci, dans votre magazine, un poster illustrant la 5<sup>e</sup> campagne de l'opération Agapanthe. Durant quatre mois, le groupe aéronaval (GAN) a appuyé les troupes au sol de la coalition qui opèrent en Afghanistan et a participé à la surveillance de la navigation en mer d'Arabie.**

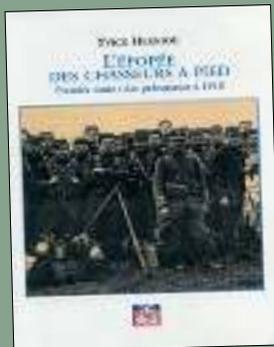
## LE DÉPÔT DES FORTIFICATIONS ET SES ARCHIVES, 1660-1940

Conservé aujourd'hui à Vincennes par le Service historique de la Défense, le « Dépôt des fortifications » rassemble les milliers d'archives produites par les ingénieurs et les officiers du génie depuis Louis XIV. Fortifications des ports, constructions des ponts, descriptions des places fortes étrangères, ce fonds unique par son ampleur et son étendue chronologique témoigne de toutes les activités du génie militaire. La première partie de l'ouvrage, superbement illustrée, retrace l'histoire des institutions qui ont œuvré à la conservation de ce trésor du patrimoine. La seconde partie est un répertoire de plus de 400 pages recensant les milliers de cartons, registres et plans de grandes dimensions conservés par le Dépôt : un sésame pour les chercheurs et les passionnés d'architecture militaire.



**Nicole Salat et Emmanuel Pénicaud, éd. Archives et Culture, 535 p., 45€**

## L'ÉPOPÉE DES CHASSEURS À PIED Premier tome : des précurseurs à 1918



Créées sous le règne de Louis-Philippe, les unités de chasseurs à pied ont participé à la plupart des conflits engageant la France. Ancien officier du 16<sup>e</sup> Bataillon de chasseurs portés, Yvick Herniou leur consacre une monographie monumentale. Dans ce premier tome, on retrouve les chasseurs à pied en Crimée, au Mexique, à Madagascar, mais aussi non

loin de la Marne, en 1914, face au général allemand von Kluck, puis à Verdun, deux ans plus tard. Une étude exhaustive qui dévoile les raisons pour lesquelles on leur avait donné le surnom de Diables Bleus.

**Yvick Herniou, Muller édition, 475 p., 40€**

## LA BATAILLE DE STONNE Mai 1940. Un choc frontal durant la campagne de France

Méconnue du grand public, la bataille qui se déroula entre le 14 et le 25 mai 1940 près du village de Stonne, au sud de Sedan, stoppa si brutalement la « guerre éclair » que les Allemands crurent, de leur propre aveu, revivre le cauchemar de Verdun. Cette enquête de l'historien Jean-Paul Autant restitue le déroulement précis de cette bataille qui pouvait encore sauver la France d'une invasion, et bat en brèche l'idée, aujourd'hui intenable, d'une armée française sous-équipée et défaitiste.



**Jean-Paul Autant, France Europe Editions, 385 p., 25€**